

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ABREVIATIONS.

INTRODUCTION GENERALE..... 1

PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE SUR LA NOTION D'INFLATION ET

DE BUDGET..... 2

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'INFLATION 2

Section I : Notion d'inflation..... 2

1.1. Définition et les différents types d'inflation..... 2

Section 2 : Les causes de l'inflation 6

A.1. Notions sur la monnaie 7

A.2. La théorie quantitative de la monnaie..... 8

A.3. La monnaie selon les monétaristes 10

A.4. L'analyse Keynésienne sur la monnaie et l'inflation..... 11

A.5. La monnaie selon Ludwig Von Mises et Von Hayek..... 11

B. L'inflation par la demande selon Keynes 12

B.1. Origine de l'accroissement de la demande 12

B.2. L'augmentation des prix 13

B.3. L'inflation résulte de la rigidité de l'offre 15

C. L'inflation par les coûts 15

C.1. L'inflation selon les marxistes : inflation salariale 16

C.2. L'augmentation des profits des entreprises..... 16

C.3. Les causes structurelles..... 17

C.3.1 Les structures politiques..... 17

a-. L'augmentation des recettes publiques selon Barro 17

b-. Recours à l'emprunt 18

c-. L'intervention de l'Etat par la création monétaire..... 18

C.3.2. Le RÔLE DES ENTREPRISES 18

a. La structure du marché : analyse néoclassique 18

b. Les anticipations rationnelles	19
C.3.3. Structures économiques	19
a. Conséquences du plein-emploi	19
b-. Augmentation des prix à l'étranger	20
c. L'inflation importée	20
d. Accroissement de la demande étrangère.....	20
C.3.4. Structures démographiques	21
a. Augmentation de la population selon David Ricardo	21
b. Comportement des banques	21
Section 3 – Conséquences de l'inflation :	21
3-1- L'inflation et le chômage	21
3.1.1- La courbe de Phillips	21
3.1.2- Les facteurs qui contredisent la courbe de Phillips	22
3.2.. Conséquences sur l'offre globale et la demande globale :	23
3.3. Conséquences de l'inflation sur l'épargne et la production.....	23
a- Effet de l'inflation sur l'épargne	23
b- Effet de l'inflation sur la production	24
3.4. Les effets de l'inflation sur la croissance économique.....	24
3.5. Conséquences sur la répartition des revenus	25
3.6. Inflation et taux de change.....	25
CHAPITRE II- CADRE THEORIQUE DU BUDGET	27
Section I- Notion de budget.....	27
1.1. Définitions	27
a. Le budget	27
b. Le déficit budgétaire	28
c. LE Déficit public.....	28
1-2 Les options de dépenses	28
1-3 Définitions du rôle de l'Etat selon les différents théoriciens	29
Section II. Les mécanismes de la politique budgétaire.....	31
2.1. Le mécanisme keynésien : l'effet multiplicateur	31
2.2. La stabilisation automatique:.....	32
2.3. Le débat monétaire keynésien concernant le déficit budgétaire	33
2.4. L'approche ricardienne de la dette publique:	34

2.5. Les dépenses publiques selon Barro:	34
Section 3 : les nouvelles perspectives budgétaires:	35
3.1. L'existence d'une coordination:	35
3.1.1 LES avantages d'une coordination des politiques budgétaires:	35
3.1.2. Les difficultés d'une coordination des politiques budgétaires:	36
3.2. Une politique budgétaire structurelle :	36
3.2.1. Privilégier la qualité des dépenses publiques :	36
3.2.2. Privilégier le long terme :	37
SECTION- 4. Financement du déficit budgétaire et réformes des finances publiques selon l'OCDE :	37
4-1. financement du déficit budgétaire :	37
4-2. Financement du déficit budgétaire selon le FMI :	39
4-3. Financement du déficit et effet d'éviction :	41
4-4 Réformes des finances publiques	42
PARTIE II – ANALYSE DU CAS DE MADAGASCAR EN MATIERE D'INFLATION ET DU DEFICIT BUDGETAIRE.....	45
CHAPITRE I – L'INFLATION ET LE DEFICIT BUDGETAIRE A MADAGASCAR ENTRE 1995 ET 2005.....	45
1.1. Les causes de l'inflation à Madagascar	45
1.1.1- La rigidité de l'offre	45
1.1.2 Les problèmes dus à l'augmentation de la population.....	46
1.1.3 Le déficit budgétaire	47
1.1.4 Le comportement des consommateurs.....	47
1.1.5 L'inflation d'origine monétaire	48
1.1.6 Le taux de change	48
1.1.7 Les problèmes d'augmentation du prix du pétrole	49
1.2. Le déficit budgétaire à Madagascar	50
1.2.1 les opérations financières du gouvernement :	50
1.2.2 Les recettes fiscales	51
1.2.3 les dépenses publiques.....	51
1.2.4 Le financement du déficit budgétaire	51
I- 3 Evolution de l'inflation et du déficit budgétaire entre 1995 et 2005	52
1.3.1. Aperçu de l'inflation à Madagascar entre 1995 et 2005.....	52

1.3.2. Analyse descriptive de l'évolution des prix.....	53
1.3.3. Aperçu du déficit à Madagascar entre 1995 et 2005	55
1.3.4. Analyse du déficit budgétaire à Madagascar de 2001 à 2005	56
1.3.5. Relation entre l'inflation et le déficit budgétaire à Madagascar...	58
I-4-Conséquence de l'inflation et du déficit budgétaire à Madagascar	60
1.4.1. Au niveau des ménages	60
1.4.2. Impact sur la croissance à Madagascar.....	61
1.4.3. Au niveau de l'épargne et de l'investissement	62
1.4.4. Impact sur le taux de change	63
1.4.5. Impact sur le commerce extérieur.....	63
CONCLUSION GENERALE.....	64
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	I
ANNEXES	III

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Indice des prix à la consommation familiale (Base 100 : moyenne Août 1971 à Juillet 1972)	54
Tableau 2: Evolution de l'inflation, du déficit global, et de la croissance économique	61
Tableau 3: Evolution de l'inflation, de l'épargne et de l'investissement	62
Tableau 4: Indicateurs des opérations financières du gouvernement central	x
Tableau 5: Dépenses de l'Etat 2001-2004, en milliards de FMG.....	x
Tableau 6 : Evolution du taux d'inflation à Madagascar.....	xii
Tableau 7: Le tableau suivant montre le déflateur du PIB à Madagascar :	xii
Tableau 8 : Madagascar : Structure du PIB	xiv
Tableau 9 : Opérations Globales du Gouvernement Central en pourcentage du PIB 2003-2007	xv

LISTE DES ABREVIATIONS

BCM	: Banque Centrale de Madagascar
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPM	: Enquête Périodique auprès des Ménages
FMI	: Fonds Monétaire Internationale
FRPC	: Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
IBS	: Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
IPPTE	: Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés
MID	: Marché Interbancaire de Devise
OGCT	: Offre Global à Court Terme
OGLT	: Offre Global à Long Terme
PPN	: Produit de Première Nécessité
PIB	: Produit Intérieur Brut
TUPP	: Taxe Unique sur les Produits Pétroliers
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

INTRODUCTION GENERALE

Depuis des décennies la question d'augmentation des prix, communément appelée « inflation », occupe l'esprit des théoriciens et des praticiens d'Economie. Plusieurs hypothèses ont été avancées pour l'expliquer et la maîtriser afin d'endiguer ses conséquences.

Des auteurs dont entre autres Keynes et Milton Friedman ont tenté d'analyser les causes et les conséquences de l'inflation. D'ailleurs, chaque pays s'efforce de la comprendre afin de mieux la maîtriser.

C'est dans ce contexte que nous avons choisi de traiter le thème : « Déficit budgétaire et inflation à Madagascar ». En effet, il existe une relation étroite entre inflation et déficit budgétaire d'un pays. A ce titre, nous allons tout au long de ce mémoire tenter de répondre à la question de savoir dans quelle mesure le déficit budgétaire engendre-t-il une inflation.

Afin de mener à bien notre recherche, nous avons adopté la méthodologie ci-dessous.

Tout d'abord, l'analyse documentaire a été primée afin d'appréhender les fondements théoriques de la notion de budget, et plus précisément de déficit budgétaire, de l'inflation sous ses différents aspects et ses conséquences probables.

Ensuite, nous avons confronté les concepts théoriques à la réalité en prenant en compte le cas de Madagascar afin de démontrer qu'effectivement le déficit budgétaire est source d'inflation.

Une période de dix ans allant de 1995 à 2005 est analysée afin de mieux étayer notre analyse. Cette période est pertinente dans la mesure où elle est marquée par deux événements à savoir : le pré et le post crise de l'année 2002

Notre mémoire de fin d'études est divisé en deux grandes parties. La première intitulée « concept théorique sur la notion d'inflation et de budget » est consacrée à l'analyse théorique de l'inflation et du budget ainsi que de leur interdépendance. La seconde partie est consacrée à l'étude du cas de Madagascar en matière d'inflation et de déficit budgétaire.

PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE SUR LA NOTION D'INFLATION ET DE BUDGET

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'INFLATION

Pour beaucoup de pays, l'inflation constitue un problème social majeur. C'est pourquoi les responsables politiques essayent de définir et d'améliorer des moyens et mesures afin d'éradiquer l'inflation.

Ce chapitre introduit la notion d'inflation, explique ses causes et pour terminer les conséquences de l'inflation seront abordées.

SECTION I : NOTION D'INFLATION

Après avoir défini l'inflation, et un rappel d'un bref historique, les moyens de mesure de l'inflation seront étudiés.

1.1. Définition et les différents types d'inflation

Il existe beaucoup de définition du mot inflation. Tout d'abord le mot inflation vient du mot latin « inflatio » qui veut dire enflure.

Le dictionnaire d'Economie et des faits économiques et sociaux contemporains¹ définit l'inflation comme une « hausse continue plus ou moins rapide et auto-entretenu du niveau général du prix ». Le dictionnaire d'économie politique², le définit comme un engorgement des canaux de la circulation monétaire par un excédent de papier-monnaie par rapport aux besoins économiques réelles, d'où la dépréciation monétaire.

Dans l'ouvrage de Bitard et Malo, « l'inflation est un phénomène provoqué par une série de désajustements au niveau de la formulation des prix. Ces désajustements naissent dans certaines zones de l'économie et se propagent dans le circuit économique par l'intermédiaire des mécanismes qui régissent l'activité économique. Ils peuvent être amplifiés, transformés, voire atténués³ ».

En somme, l'inflation se définit comme un déséquilibre économique se traduisant par une hausse durable et généralisée des prix, autrement dit, une

¹ C. Bialès, et al, 1999, p.304.

² M. Volkov et al, 1983, p. 195.

³ M. Bitard et B. Malo, 1982, p. 114.

dépréciation de la monnaie. C'est la nature du déséquilibre qui permet de différencier les types d'inflation, d'où les définitions suivantes :

a. Inflation par la demande

C'est une inflation ayant pour origine un excès de la demande des produits par rapport à l'offre. L'inélasticité de l'offre, son incapacité à répondre à l'accroissement de la demande explique donc ce type d'inflation.

b. Inflation par les coûts

Elle a pour origine une trop forte hausse des coûts de production et des profits par rapport aux gains de productivité, cette forte hausse favorisant elle-même l'excès de demande sur le marché des biens et des services.

c. Inflation structurelle

C'est une inflation favorisée par l'existence de mutations structurelles au sein de l'économie et de phénomènes sociologiques liés aux comportements sociaux.

d. L'inflation conjoncturelle

C'est une inflation qui suit la conjoncture économique. Elle peut disparaître après les changements.

e. L'inflation chronique

Elle s'oppose à l'inflation conjoncturelle, elle est chronique si sa durée se prolonge ou bien la hausse des prix persiste sur le marché des biens et services.

g. L'inflation importée

Elle s'explique par l'augmentation des prix des matières premières importés et les prix des énergies d'une part et d'autre part par l'excès de la demande extérieur qui engendre l'augmentation des prix extérieurs.

1.2. Historique

L'inflation est un phénomène antérieur à l'apparition de la monnaie papier¹. La première grande inflation connue date de l'époque de l'empereur romain Dioclétien. Il a falsifié la monnaie en truquant l'alliage des métaux précieux qui composent les pièces et multiplia les quantités d'espèces monétaires en circulation. Les prix ont donc augmenté et le rythme de l'inflation s'accéléra, ce phénomène se manifesta à 301 ans après Jésus Christ.

La découverte des réserves d'or et d'argent d'Amérique Latine au XVI^{ème} siècle en même temps que le pillage des trésors des Incas a été l'origine de flux important de métaux précieux vers l'Europe ; il a comme résultat un triplement des prix.

Les économies contemporaines², ont connu depuis 1945 une accélération plus ou moins continue de l'inflation pendant de nombreuses années. Elle s'est encore accélérée à partir des années 70 et dévient particulièrement forte en 1974 sous la pression de la hausse du prix du pétrole.

1.3. Comment mesurer l'inflation

La mesure de l'inflation peut varier en fonction de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et le déflateur du produit intérieur brut PIB.

a. L'indice des prix à la consommation

L'indice des prix a la consommation permet d'apprécier la variation du coût de la vie³ pour les consommateurs, et la valeur de la monnaie dans les aspects les plus concrets pour les citoyens. Plus concrètement, l'IPC mesure l'évolution de la contre-valeur monétaire d'un panier de consommation des ménages. Il est construit à partir d'un échantillon de prix de biens et de services destinés à la consommation des ménages et recueillis sur le marché. Les deux indices les plus couramment utilisés sont les indices de Laspeyres et de Paasche. Ces indices nous renseignent sur ce qu'est le niveau général des prix à la date t_1 par rapport à celui qui prévalait à une date de référence t_0 ⁴. Quelque soit la méthode

¹ Gatien Horace, Cours de politique économique, 4^e année, Université de Toamasina, 2002

² C. Bialès et al., 1999, p. 305.

³ Voir annexe n°1 (Problèmes économiques et sociaux contemporaines, p. II)

⁴ Voir annexe n°1 p.I.

retenue pour le calcul du niveau général des prix, le taux d'inflation sur la période $[t_1, t_2]$ est toujours calculé comme le taux de croissance du niveau général des prix sur cette période.

$$\text{Taux d'inflation entre } t_1 \text{ et } t_2 = \frac{P(t_2) - P(t_1)}{P(t_1)} \times 100$$

Selon la Banque Centrale de Madagascar, l'IPC met en œuvre un indice de Laspeyres montré par la formule¹ suivante :

$$\text{IPC} = 100 \times \sum a_i \times \frac{P^i(t)}{P^i(t_0)}$$

cf annexe n°03.

a_i : la pondération relative à l'article i dans l'IPC.

$P^i(t)$: le prix de l'article i à la période courante t .

$P^i(t_0)$: le prix de l'article i à la période de base t_0 .

$$a_i = \frac{P^i(t_0) Q^i(t_0)}{\sum P^i(t_0) Q^i(t_0)}$$

où i varie de 1 à n et j varie de 1 à n

$Q^i(t_0)$: la quantité du bien i entrant dans le panier de consommation fixée à la période de base t_0 .

L'avantage de l'IPC est la rapidité de son calcul et il s'effectue mensuellement. Par contre, il n'est pas exhaustif à certains points : l'inflation au niveau de certaines branches, où les produits ne sont pas consommés sur le marché intérieur, n'est pas enregistrée par cet indicateur puisque son panier se limite aux seuls produits de consommation finale des ménages. Mais qu'en est-il du déflateur du PIB.

¹ G. N. Mankiw, 2001, p.28.

b. Le déflateur du PIB

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle la valeur des biens et services. Le déflateur du PIB est calculé à partir du PIB réel et du PIB nominal¹ et se définit comme suit² :

$$\text{déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}}$$

Ce déflateur mesure les prix de tous les biens et services produits dans une économie, toute hausse des prix des biens et services achetés par les entreprises ou par les pouvoirs publics se reflète donc dans le déflateur du PIB.

Par ailleurs, il ne tient compte que des prix des biens et services produits sur le territoire national. Les biens importés ne sont pas intégrés dans le PIB, ses prix n'apparaissent pas dans le déflateur du PIB.

En d'autre terme, il utilise des pondérations évolutives : il tient compte d'un panier de biens et services qui évolue au gré de la composition du PIB.

Contrairement à l'IPC, le déflateur du PIB se calcule annuellement, le problème réside donc dans son exploitation et sa disponibilité.

SECTION 2 : LES CAUSES DE L'INFLATION

L'inflation s'enracine dans des terreaux de nature différente. On peut évoquer deux « causes » possibles d'inflation : l'inflation d'origine conjoncturelle et l'inflation d'origine structurelle.

2.1. Les causes conjoncturelles

Selon les causes conjoncturelles, on peut citer trois types d'inflation : l'inflation d'origine monétaire, l'inflation par la demande, et enfin l'inflation par les coûts, qu'on a va essayer d'expliquer et d'analyser.

¹ Le PIB est calculé par les économistes pour évaluer la quantité totale de biens et services produits par une économie.

Le PIB nominal est constitué par la valeur des biens et services mesurés à prix courants.
Le PIB réel est constitué par la valeur des biens et services mesurés à prix constants.

² BCM, Service des études, contribution à l'analyse des formations des prix à Madagascar p.4;

A. L'INFLATION D'ORIGINE MONETAIRE

A.1. Notions sur la monnaie

a. La monnaie

Chaque auteur a sa manière de définir la monnaie selon l'objet ou priorité d'analyse. Mais on peut définir la monnaie comme étant un bien d'échange généralement accepté au sein d'une communauté de paiement, dont l'utilité est de faciliter l'échange¹. En d'autre terme, c'est l'ensemble des moyens de paiement directement utilisable acceptés par tous et partout pour effectuer des règlements sur le marché des biens et services.

b. Les agrégats monétaires²

C'est l'ensemble des moyens de paiement dans un pays. On distingue plusieurs agrégats en fonction du degré de liquidité de leurs composants. Dans le cas malgache³, la Banque centrale distingue trois agrégats monétaires :

- La masse monétaire M_1 , composée de billets et des dépôts à vue ;
- La masse monétaire M_2 , composée de M_1 , des dépôts et placements à terme et des dépôts à la Caisse d'Epargne ;
- La masse monétaire M_3 , composée de M_2 , des dépôts en devises et des obligations.

c. Contrôle et mesure de la quantité de monnaie⁴

On appelle offre de monnaie la quantité de monnaie disponible. Dans certains pays, le contrôle de l'émission monétaire appartient à la Banque Centrale, une institution partiellement indépendante des pouvoirs publics. La vente et l'achat d'obligations d'Etat constituent la première manière dont la Banque Centrale régule l'offre de monnaie.

¹ Pépé Andrianomanana, Cours d'économie monétaire 3^{ème} année, Université d'Antananarivo, 2004, p.6.

² J.P. Lorriaux, 1993, p. 240.

³ Pépé. Andrianomanana, Cours d'économie monétaire 3^e année, p. 34.

⁴ G. N. Mankiw, 2001, p.189.

Dans une économie où prévaut la monnaie fiduciaire¹, c'est l'Etat qui contrôle la quantité de monnaie ; c'est lui qui a le monopole de l'émission des pièces de monnaie et des billets de banques. Quand à la mesure de la quantité de monnaie, il en résulte diverses mesures. L'actif le plus évident que l'on peut inclure dans la quantité de monnaie est constitué par les pièces et billets de banque en circulation.

Un deuxième type d'actif utilisable à des fins de transaction correspond aux dépôts à vue.

A.2. La théorie quantitative de la monnaie²

Nous savons maintenant ce qu'on appelle « monnaie » et comment on la contrôle et la mesure. Nous allons donc nous tourner vers la manière dont la quantité de monnaie affecte l'économie.

Pour appréhender les phénomènes monétaires, l'étude de l'équation quantitative est essentielle. L'idée de cette théorie est que la monnaie n'exerce d'influence que sur le niveau général des prix. Le volume et la structure de la production dépendent des facteurs réels tels que les ressources existantes l'état de la technique et les préférences des agents.

Cette approche repose sur deux hypothèses :

- Une fonction de demande monétaire stable jouant un rôle fondamental dans la détermination du revenu monétaire et des prix ;
- Le caractère exogène de l'offre de la monnaie par rapport à la demande ;
- Cette analyse sera expliquée à travers l'équation de Fisher et l'équation de Cambridge.

a. L'équation de Fisher

La théorie quantitative conduit à mettre en avant une relation de cause à effet entre l'évolution des prix et la progression de la masse monétaire. Le niveau des prix ne dépend que de 3 causes³ :

¹ Monnaie fiduciaire : monnaie dépourvue de toute valeur intrinsèque et que seul l'Etat peut lui conférer son cours légal.

² M. Montoussé, 1999, p 100

³ D. ZERAH, 1993, p. 302.

- la quantité de monnaie en circulation ;
- « son degré d'activité », la rapidité de circulation ;
- le volume global des transactions : soit le montant des biens achetés avec la monnaie.

Cette théorie peut être formalisée par l'équation de J. Stuart Mill¹, reprise par Irving Fisher :

$$M \times V = P \times T.$$

- M est la quantité de monnaie en circulation
- V est la vitesse de circulation de la monnaie, c'est à dire le nombre de fois qu'une unité monétaire est utilisée dans une année
- P représente le prix moyen
- T est le montant total des transactions effectués dans une année, c'est à dire approximativement la production, déduction faite de la variation des stocks.

S'intéressant en particulier à l'étude de la demande de monnaie, l'école de Cambridge, dirigée par A. Marshall, a tiré de la formule de Fisher l'équation de la demande de monnaie.

b. L'équation de Cambridge

Les néoclassiques raisonnent dans un environnement d'information parfaite. Et les individus ont tendance à utiliser l'épargne pour des placements et non pour la thésaurisation. Le seul motif important de la demande de monnaie est le financement des transactions. La demande de monnaie est donc une fonction croissante du prix des transactions et du prix de la production. D'où l'équation².

$$Md = F(P, y), \text{ où}$$

P : représente le niveau général des prix

Y : le niveau de la production

Selon l'équation de Cambridge, la demande de monnaie est une fonction stable et linéaire du prix de la production, et elle s'écrit comme suit :

$$Md = k \times P \times Y$$

¹ M. Montousse, 1999, p

² G. N. Mankiw, 2001, p.192.-

où k représente le nombre d'unités monétaires demandées pour réaliser une unité monétaire de transaction dans l'année. Cette demande de monnaie est aussi une fonction décroissante de la vitesse de circulation de la monnaie.

A l'équilibre¹, l'offre de monnaie ou bien la quantité de monnaie en circulation est égale à la demande de monnaie.

$$M = M_d \rightarrow M = k \times P \times Y \text{ ou } M = 1/V \times P \times Y, \text{ d'où } M \times V = P \times Y$$

C'est l'« équation de Fisher ». La monnaie est neutre, toute variation de la quantité de monnaie est contre balancée par une modification de prix mais n'influe pas sur le niveau réel des transactions et de la production.

Selon l'école de Cambridge, l'inflation serait un phénomène uniquement monétaire, ses causes ne sont que monétaires.

A.3. La monnaie selon les monétaristes²

La théorie de Milton Friedman³ prolonge la théorie quantitative de la monnaie, selon lui « la cause immédiate de l'inflation est toujours partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production » et il a aussi annoncé que « le seul moyen dont dispose le gouvernement pour lutter contre l'inflation consiste à dépenser moins et à fabriquer moins de monnaie ».

Il considère que toute augmentation de la quantité de monnaie supérieure à celle de la production conduit à une hausse des prix. Or l'inflation est source de déséquilibre puisqu'elle nuit à la compétitivité et altère les anticipations des agents économiques.

Milton Friedman soutient qu'à court terme, une augmentation de la masse monétaire se répercute sur le niveau général des prix mais également sur le volume de la production car il n'y a pas plein emploi des facteurs de production. A long terme, la théorie quantitative est à nouveau vérifiée. Les fluctuations cycliques seraient sinon provoquées, du moins aggravées par les politiques monétaires.

¹ M. Montoussé, 1999, p. 106.

² M. Montoussé, 1999, p. 106

³ Le Chef de file de l'école monétariste est Milton Friedman né en 1912 : prix Nobel en 1976

D'où il propose une règle monétaire, à savoir que la masse monétaire doit varier à un taux constant, égal au taux de croissance à long terme de la production nationale. Pour lier, toute augmentation de la quantité de monnaie M entraîne une augmentation des prix (P) car la vitesse de la monnaie V est constante, c'est à dire que la demande de monnaie ne varie pas et le volume des transactions (T) est à son maximum en raison du plein emploi des facteurs de production. L'équation de cette théorie s'écrit $MV = PT$, l'inflation est ainsi un phénomène strictement monétaire¹.

A.4. L'analyse Keynésienne sur la monnaie et l'inflation²

Pour Keynes, l'inflation est d'abord un phénomène macroéconomique, son analyse doit donc prendre en compte les multiples interactions entre les variables du circuit économique. De plus, la monnaie n'est pas neutre et elle peut être efficacement utilisée dans le cadre de la politique économique.

Selon Keynes « l'accroissement des quantité de la monnaie peut favoriser l'augmentation de la production ou l'accroissement des prix³ ».

La monnaie n'est pas neutre. Cette affirmation s'explique comme suit : une augmentation de l'offre de monnaie permet de réduire le taux d'intérêt, ce qui favorise l'investissement et engendre l'augmentation du niveau de la production.

Dans le cadre de plein emploi, l'effet d'une augmentation de la quantité de la monnaie sur la production résulte de la possibilité de son élasticité par rapport à la demande. La production n'augmente pas, seuls les prix gonflent et il y aura inflation.

Mais dans le cas de sous-emploi, la production est élastique, elle augmente et les prix ne change pas.

A.5. La monnaie selon Ludwig Von Mises et Von Hayek⁴

Von Mises et Von Hayek⁵ ont développé de théories qui concernent l'absence de neutralité de la monnaie et l'explication des fluctuations. Pour ces

¹ J.Bremond, 1984, p. 189.

² M. Montoussé, 1999, p 106

³ J. Bremond, 1984, p. 189.

⁴ M. Montoussé, 1999, p 109

⁵ Von Hayek, prix Nobel en 1974.

deux auteurs, une politique de relance par le crédit et la création monétaire doit aboutir à la récession. Car selon ces deux auteurs, la création monétaire crée un allongement de la durée moyenne de production. Elle provoque une distorsion¹, un déséquilibre dans le processus de production. Expliquons ce mécanisme :

Primo, une politique favorisant le crédit sera source de déséquilibre. En effet, un accroissement de la quantité de monnaie a deux effets : elle diminue le taux d'intérêt du marché et les agents économiques sont incités à investir. Cette augmentation de l'investissement se réalise au détriment de la consommation, qui ralentit en raison de l'inflation. D'où l'existence de l'épargne forcée : un volume plus important de revenu est consacré à l'investissement et un autre volume un peu moindre se dirige vers la consommation.

Secondo, toute politique de relance monétaire se traduit par une récession :

- Les entreprises font des anticipations incorrectes concernant la rentabilité de leur investissement ;
- Les consommateurs vont chercher à rétablir le niveau de leur consommation, ce qui augmente les prix des biens de consommation.

Selon Von Mises et Von Hayek, l'Etat ne doit pas intervenir car il risquerait de freiner le processus d'ajustement ou de créer de nouvelles distorsions.

B. L'INFLATION PAR LA DEMANDE SELON KEYNES

Le rythme de l'inflation est fonction de l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché des biens : une progression de la demande durablement plus rapide que celle de l'offre crée de l'inflation.

B.1. Origine de l'accroissement de la demande

L'inflation par la demande se produit lorsque la consommation dépasse la production, les causes sont multiples² :

- Croissance des dépenses budgétaires au-delà de ce qu'autorisent la masse des impôts collectés ou les emprunts auprès

¹ M. Montoussé, 1999, p. 109.

² J. P. LORRIAUX, 1993, p. 265.

du public. Si l'augmentation des dépenses publiques n'est pas financée par une hausse des recettes fiscales mais par une création monétaire, la demande globale va donc augmenter.

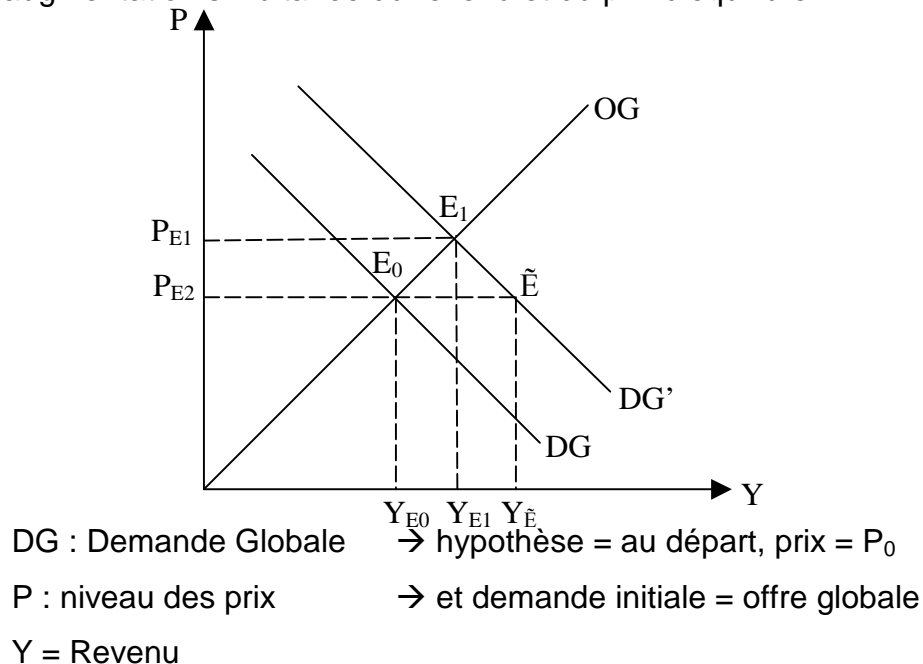
- Lorsque la consommation et l'investissement des ménages et entreprises s'élèvent à un certain niveau. C'est que quand il y a gonflement des revenus de ces derniers, ceci provoquera une demande excédentaire sur le marché.

Lorsque le financement de l'investissement privé par un crédit bancaire va alourdir la demande globale surtout sur le marché des biens d'équipements. Cela s'explique par l'amélioration des produits, l'effet d'imitation et la publicité.

B.2. L'augmentation des prix

Le mécanisme d'augmentation des prix¹ selon l'analyse Keynésienne se fait comme suit :

L'augmentation de l'offre de monnaie, des dépenses publiques, ou une réduction des impôts provoquent une augmentation de la demande globale à prix donnés, et cela engendre un déplacement de la courbe de la demande globale (DG) vers la droite, comme le montre le graphique ci-après. Il en résulte une augmentation simultanée du revenu et du prix d'équilibre.



¹ J. O. Hairault, 2000, p. 71-72.

Illustration :

L'augmentation de la demande globale¹ se traduit par un excès de la demande de bien mesuré par la distance OG et DG pour un prix P_{E0} , soit $E_0\tilde{E}$.

Dans ce modèle, le prix doit augmenter pour résorber l'excès de la demande sur le marché des biens et services, et l'équilibre se fixe finalement au point E_1 , où le revenu est plus faible qu'en \tilde{E} .

En effet, l'augmentation de P (prix) se répercute sur la demande globale via les encaisses réelles. La diminution des encaisses réelle provoque une augmentation du taux d'intérêt² qui freine l'investissement des entreprises. La demande de biens diminue et il y a un déplacement de la courbe DG de \tilde{E} vers E_1 . L'effet multiplicateur a partiellement dégénéré en augmentation des prix, d'où l'inflation.

En somme, l'augmentation de la demande se solde par un effet positif sur le niveau général des prix, donc de l'inflation.

Pour certains économistes³, le mécanisme d'augmentation de prix s'explique comme suit :

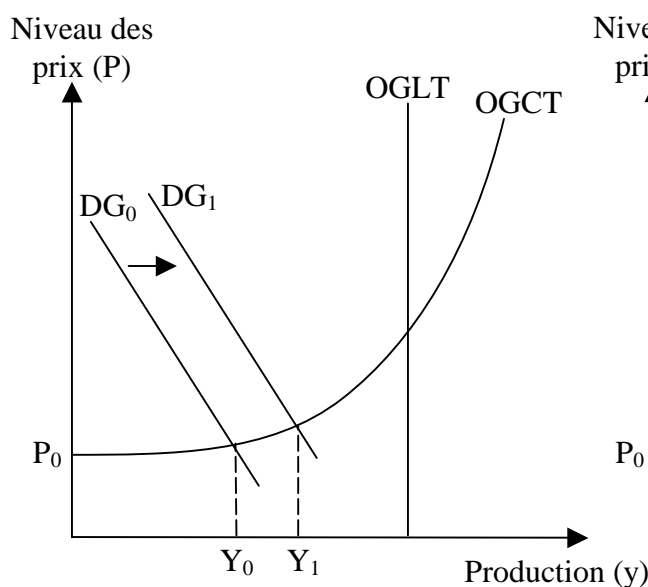


figure 1 :

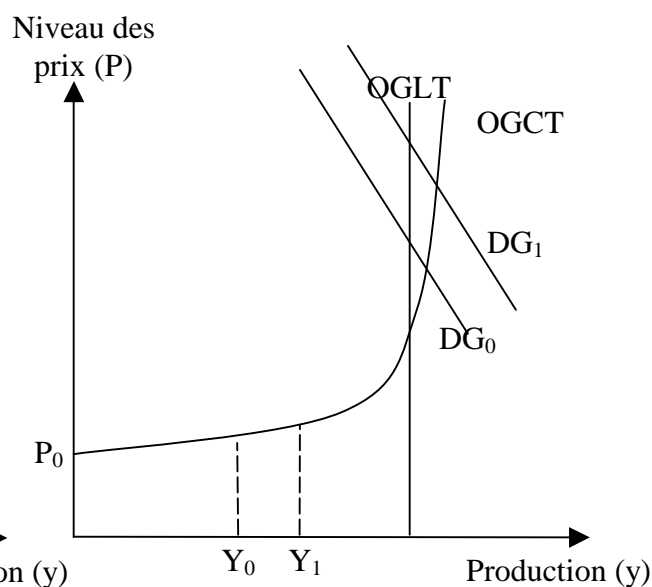


figure 2 :

¹ Cas de l'augmentation d'une politique budgétaire financée par emprunt.

² Les agents qui détiennent moins de monnaies qu'ils ne le désirent, se séparent de leurs titres, ce qui fait baisser le cours des titres et monter le taux d'intérêt.

³ J. Stiglitz, 2001, p. 699.

Dans la figure 1 :

La courbe de demande globale coupe le bas de la courbe d'offre globale à court terme. Le niveau de prix initial est P_0 et la production initiale est Y_0 . Un déplacement vers la droite de la courbe de demande globale engendre une nouvelle production d'équilibre Y_1 . En Y_1 , il n'y a aucune excès de demande ni augmentation de prix donc pas d'inflation.

Dans la figure 2 :

La courbe de la demande globale coupe le haut de la courbe d'offre globale à court terme dans sa partie verticale. Le prix au départ est P_0 , et que la demande globale est égale à l'offre. Mais le déplacement vers la droite de la courbe de demande globale n'entraîne aucune variation de la production $y_0 = y_1$ mais le prix augmente de P_0 à P_1 où $P_1 > P_0$. Ici l'origine de l'inflation est l'augmentation de la demande qui n'affecte pas la production.

B.3. L'INFLATION RESULTE DE LA RIGIDITE DE L'OFFRE¹

Selon Keynes, la source de l'inflation se trouve aussi dans la rigidité de l'offre. C'est à dire par une insuffisance de l'offre : si l'offre diminue et que la demande reste identique, la demande devient donc supérieur à l'offre. Les causes de l'insuffisance de l'offre sont multiples :

- Elle peut résulter de l'insuffisance des capacités de production : manque de main d'œuvre ou d'investissement ;
- Défaut d'infrastructure, délais de livraison trop long ;
- Les pénuries engendrées par l'insuffisance de certaines matières premières : crise de l'énergie, du pétrole, rupture d'approvisionnement...

C. L'INFLATION PAR LES COÛTS

En parlant de « coût » source d'inflation, nous allons parler de hausse des prix qui a été déclenché par l'augmentation du prix des matières premières, la hausse des salaires des travailleurs, l'augmentation des profits de l'entreprise.

¹ J. Brémond, 1984, p. 187.

C.1. L'inflation selon les marxistes : inflation salariale

Pour les marxistes, la source d'inflation est la revendication salariale faite par les travailleurs. Partant de cette idée, l'augmentation de salaires ne fait qu'aggraver l'inflation par l'excédent de la demande, due à une augmentation du pouvoir d'achat des salariés.

Pour simplifier l'analyse marxiste¹, supposons que valeur et prix se confondent. Le prix d'une marchandise se décompose en : capital variable (salaire + charges salariales ...) qui engendre de la plus value et capital constant consommé dans le processus de production (amortissement, consommations intermédiaires telles que énergie, matières premières).

$$\text{Le taux de profit} = \frac{\text{plus value}}{\text{capital variable} + \text{capital consommé}} = \frac{PI}{C + V}$$

En augmentant le prix de vente, l'entreprise augmente son taux de profit. Et si plusieurs entreprises procèdent ainsi, le prix augmente de plus en plus et engendre une hausse des profits et une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi les travailleurs (syndicat) vont réclamer une hausse de leur salaire. Cette revendication salariale a pour effet la réduction du taux de profit de la firme. L'augmentation du prix à son tour engendre de l'inflation.

Pour eux, l'inflation est une manière de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit.

C.2. L'augmentation des profits des entreprises

Pour Karl Marx, « l'accumulation de la richesse à un pôle, qui se manifeste par une concentration des plus puissantes, ..., de côté de la classe qui produit le capital même² ».

L'augmentation des profits par l'achat des machines outillages plus performant réduit le nombre de main d'œuvre. Cette augmentation peut se traduire par une augmentation organique du capital³ $\frac{C}{V}$, où il y a beaucoup de machines par rapport au travail qui, favorise la hausse des prix. Ces moyens de

¹ J. Brémond, 1984, p. 191.

² J. P. LORRIAUX, 1993, p. 21.

³ Id. 1, p.29.

production améliorent la qualité et augmente les quantités vendues sur le marché.

Le profit peut être source d'inflation. Même si les autres charges n'augmentent pas, l'accroissement du profit qui est supérieur aux gains de productivité stimule l'inflation. En effet, le profit augmente en même temps avec les quantités vendues par le producteur sur le marché.

En situation de monopôle, les entreprises peuvent imposer les prix et prélèvent de plus en plus de la plus-value. Cette situation augmente le prix des produits et peut stimuler l'inflation.

C.3. Les causes structurelles

Elles mettent en causes l'organisation et les structures mêmes des pays. On peut distinguer : les structures politiques, le rôle des entreprises, les structures économiques et les structures démographiques.

C.3.1 Les structures politiques

L'Etat joue un rôle important dans l'inflation. Son intervention peut nuire l'économie et peut être inflationniste.

a-. L'augmentation des recettes publiques selon Barro

Barro affirme que : « ... les individus anticipent une augmentation future des impôts nécessaires pour que l'Etat rembourse sa dette. Ils réduisent donc leur consommation et augmente leur épargne pour pouvoir payer les impôts futures »¹. Les prélèvements sociaux et fiscaux excessifs accroissent les coûts de production des entreprises qui paient des charges trop lourdes. Ces prélèvements se répercutent sur les prix des produits sur le marché. Devant la hausse des impôts, les producteurs ne vont pas diminuer leur profit et par la suite ils vont augmenter leur prix. D'autre part, si on augmente l'impôt sur le revenu, les salariés vont revendiquer une hausse de salaire pour qu'il puisse garder leurs pouvoirs d'achat. Ces situations sont génératrices d'inflation.

¹ M.Montoussé, 1999, p 126

b-. Recours à l'emprunt

Keynes¹ préconise des dépenses « sur fonds d'emprunt » pour résorber le déficit public. Celui-ci permet à l'Etat d'augmenter ses investissements, donc ses dépenses ». Ce financement par l'emprunt augmente le taux d'intérêt et réduit la possibilité d'emprunter pour les entreprises privées. Les entreprises vont à leur tour subir la conséquence de cette politique par l'accroissement des charges d'intérêt qu'elles vont transférer aux consommateurs par la hausse des prix de vente.

c-. L'intervention de l'Etat par la création monétaire

Milton Friedman² pense que : l'inflation trouve son origine dans la création trop forte de monnaie par rapport à la production. Quand l'Etat crée trop de monnaie afin de lutter contre le sous-emploi, ou de diminuer le taux d'intérêt pour relancer l'investissement, l'inflation s'accroît.

La politique de relance par l'Etat génère de l'inflation et nous avons vu que la création monétaire engendre toujours de l'inflation. L'Etat serait donc responsable de l'inflation en créant trop de monnaie.

C.3.2. Le RÔLE DES ENTREPRISES

Les entreprises jouent un rôle important dans le développement du pays mais quelque fois leurs comportements sont source d'inflation

a. La structure du marché : analyse néoclassique

Pour les néoclassiques, « le prix résulte de la confrontation de l'offre et de la demande »³.

Le non respect des principes de la concurrence pure et parfaite est à l'origine de l'inflation. La fixation des prix des produits par l'Etat et par les grandes organisations favorise le dérèglement du marché. Le comportement des décideurs qui optent souvent pour la politique d'augmentation des prix entraîne l'inflation.

¹ M. Montoussé, 1999, p. 119.

² Id. p. 129

³ J. Brémont, 1984, p.188.

L'action syndicale, les négociations collectives, l'importance des charges fiscales et parafiscales limitent la véritable concurrence par les prix. Il faut réduire l'intervention de l'Etat, dans la fixation des prix agricoles par exemple, le pouvoir des syndicats pour que le prix se fixe en fonction de l'équilibre de l'offre et de la demande.

b. Les anticipations rationnelles

« L'agent économique, quand l'inflation s'installe, prévoit de plus en plus nettement l'inflation future »¹. Quand les acteurs du marché constatent des taux d'inflation plus élevés ils fondent sur ces anticipations ses négociations salariales et leurs prix. Leurs anticipations sont sensées s'adapter à ce qu'ils observent dans la réalité. Selon Robert Lucas², les acteurs du marché n'avaient pas à attendre que l'inflation arrive à un taux élevé pour l'intégrer dans leurs anticipations. Ils pouvaient l'anticiper rationnellement. Si les agents économiques voient une augmentation de la monnaie qui circule, ils vont anticiper une perte de valeur de leurs actifs. D'ailleurs, les entreprises, pour se garantir d'une baisse de leurs encaisses réelles vont augmenter leurs prix et les salariés vont à leur tour demander une augmentation de leurs salaires. De ce fait, les prix relatifs des biens réels vont paraître bas par rapport aux actifs financiers qui sont devenus plus chers à cause de l'anticipation. Le public va opter pour l'achat des biens et services, la demande va s'accroître induisant une hausse des prix.

C.3.3. Structures économiques

Quand l'économie effectue des échanges avec les autres pays, ces relations peuvent être source d'inflation.

a. Conséquences du plein-emploi

La situation de plein-emploi favorise l'inflation puisqu'il y a augmentation de la production sur le marché des biens et services. Cela signifie que la croissance de la production permet aux entreprises d'embaucher plus de travailleurs. Ainsi, on assiste à une amélioration du niveau de vie. Quant aux

¹ M. Montoussé, 1999, p. 190.

² Prix Nobel 1995.

ménages, en situation de plein emploi, leur revenu augmente. L'augmentation du revenu peut stimuler l'inflation. La loi d'Engels¹ dit que : la hausse du revenu fait que la demande se porte de plus en plus sur des produits industriels et des services. Ainsi, on se trouve en situation d'inflation par la demande. Dans ce cas, l'offre de biens et services n'arrive plus à satisfaire la demande sur le marché. Cette augmentation de la demande favorise la hausse des prix des produits des entreprises afin d'accroître à cette occasion leur marge de profit.

b-. Augmentation des prix à l'étranger

« L'augmentation des prix à l'étranger, implique une augmentation des prix des importations qui se répercutent dans le pays² ». Pour les pays importateurs, la hausse du prix des produits importés entraîne une inflation car la hausse du prix de ces produits va stimuler l'augmentation des produits nationaux. D'une autre manière, les entreprises qui utilisent des matières premières importées trouvent leurs coûts de production élevés qui va amener à un prix élevé. C'est le même cas pour l'augmentation du prix des produits pétroliers.

c. L'inflation importée

L'inflation est due par plusieurs causes. Selon l'analyse monétaire globale : elle est à l'origine de l'augmentation de la masse monétaire mondiale, c'est-à-dire un excès de liquidité internationale. Par exemple, l'émission excessive de dollar dans les grandes banques de la planète. Quand les firmes multinationales ont souvent dépassé la taille des Etats où elles ont implanté, elles ont la possibilité de déterminer et d'augmenter leurs prix.

d. Accroissement de la demande étrangère

L'excès de la demande étrangère est source d'inflation si l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande. La satisfaction de la demande étrangère va diminuer l'offre disponible au sein de la nation et une hausse des prix va se manifester suite de l'insuffisance de l'offre.

¹ R. Herinjatovo, Cours de développement et croissance, 3^e année, Université d'Antananarivo 2004.

² J.P. LORRIAUX, 1993, p. 266.

C.3.4. Structures démographiques

a. Augmentation de la population selon David Ricardo

L'accroissement de la demande dû à la croissance démographique peut favoriser l'inflation par la demande. Cela se traduit par une augmentation de la population supérieure à l'augmentation de la production globale. Selon David Ricardo¹, l'accroissement de la population provoque une extension des terres cultivées, mais les meilleures terres donnent des rendements plus faibles. Quand la demande augmente, les prix des denrées alimentaires augmentent. La hausse du prix suscite les comportements des salariés, ils demandent alors la hausse du salaire, d'où l'accentuation de l'inflation.

L'exode rural diminue aussi la quantité des terres cultivables qui engendre une diminution du quota alimentaire qui est source d'inflation.

b. Comportement des banques²

La création monétaire dépend de la Banque Centrale d'une nation. Ce sont les banques qui effectuent les opérations d'escompte, les opérations de crédit et les opérations financières. L'inflation trouve son origine dans le comportement des banques qui décident de favoriser l'excès de la monnaie en circulation puisque la demande de monnaie dépend du taux d'escompte et du taux d'intérêt.

SECTION 3 – CONSEQUENCES DE L'INFLATION :

Les conséquences de l'inflation sont difficiles à mesurer et nombreuses. Avant de voir les différentes conséquences de l'inflation, nous allons étudier la relation entre l'inflation et le chômage.

3-1- L'inflation et le chômage

3.1.1- La courbe de Phillips

Selon A. W Phillips³ en période de croissance, le taux de chômage a tendance à baisser alors que le salaire tend à augmenter.

¹ M. Montoussé, 1999 , p. 16 f.

² G. N. Mankiw, 2001, p. 199 f.

³ Id 1, p. 199 f.

Par contre, la crise conduit à une hausse du chômage et à une baisse du salaire nominal.

La courbe de Phillips montrait les relations inverses entre le taux de croissance des salaires et le taux de chômage. L'inflation est une cause de l'accélération de la dépréciation de la monnaie : elle entraîne des dévaluations monétaires, et diminue le pouvoir d'achat des salariés. Selon Samuelson, en étudiant le dilemme inflation – chômage, on peut faire deux choix : opter pour un faible taux d'inflation et accepter le chômage, ou réduire le chômage afin de tolérer l'inflation. La limitation de la création monétaire, et du déficit budgétaire ainsi que le rééquilibrage de la demande permettent de ralentir l'inflation. Par contre, ces politiques freinent la croissance économique et favorise la situation de sous-emploi. Inversement, la politique de relance est à l'origine de l'inflation.

En effet, la politique de réduction du chômage favorise donc la hausse des prix mais dans la condition où la hausse de la production est faible par rapport à la croissance du taux de salaire, l'inflation est utile pour lutter contre le chômage¹.

Depuis les années 1970, les faits tendent à contredire la courbe de Phillips. En effet, il y a une indépendance de plus en plus nette entre le chômage et l'inflation.

3.1.2- Les facteurs qui contredisent la courbe de Phillips

a- Les actions syndicales très efficaces augmentent le salaire même en cas de chômage élevé.

b- Il y a un certain taux de chômage incompressible, cela signifie qu'il y a un taux au dessous duquel on ne peut pas descendre. Ceci dit, en situation de plein emploi, le taux de chômage n'est pas égal à (0) zéro. C'est le chômage frictionnel² qui est lié au changement d'emploi.

c- Il y a également un plafond au taux de chômage car il existe des moyens de relance pour empêcher le taux de chômage de dépasser le plafond³.

¹ - Cf annexe N°05, p V

² - Cf annexe N°05 B p VI

³ - Cf annexe N°05 C p VI

d- Pour M. Friedman¹, la courbe de Phillips est faussée car les agents économiques ajustent leurs comportements non pas aux salaires nominaux mais aux salaires réels. Les entreprises augmentent les salaires nominaux afin d'embaucher de plus en plus de travailleurs. Et ce dans le but d'être en mesure de répondre à la hausse de la demande. Les salariés acceptent de travailler.

La production et l'emploi ont donc augmenté. Et l'accroissement de la masse monétaire a eu des effets réels sur l'économie.

3.2.. Conséquences sur l'offre globale et la demande globale² :

L'offre des entreprises est une fonction croissante. Une augmentation du niveau général des prix entraîne une augmentation moindre du salaire nominal. Cette situation incite les entreprises à produire davantage pour en tirer le profit maximum. Ainsi, l'augmentation des prix élève le niveau de production et accroît l'offre globale. L'inflation favorise donc l'augmentation de l'offre sur le marché des biens et services.

Pour la demande globale, si le niveau général des prix augmente, l'offre d'encaisse réelle diminue. Cette situation provoque une augmentation du taux d'intérêt qui à son tour décourage la demande de biens d'investissement des entreprises. L'augmentation des prix fait diminuer le revenu des consommateurs. Et cela entraîne une diminution de la demande globale.

3.3. Conséquences de l'inflation sur l'épargne et la production

a- Effet de l'inflation sur l'épargne

L'inflation est comme un moyen d'épargne forcé. Le transfert des revenus des ménages vers l'entreprise par la consommation est un moyen pour réduire la masse monétaire en circulation.

Pour les entreprises, pour ne pas être trop déficitaires, en cas d'inflation, elles optent pour un autre comportement. Au lieu d'utiliser leur épargne à l'autofinancement, elles investissent dans des constructions, optent vers l'achat

¹ - M. Montoussé, 1999, p107

² J. O. Hairault, 2000, p. 67 f

de devises ou de titres étrangers. En effet, une fuite de capitaux se manifeste car l'inflation fausse le calcul économique.

D'ailleurs, l'inflation exerce un autre effet sur l'épargne. En voyant le prix augmenter, les agents épargnent car ils sont au courant de la dépréciation de la monnaie et veulent protéger leur argent. Dans cette optique, l'inflation augmente l'épargne.

b- Effet de l'inflation sur la production

Il faut distinguer trois types d'inflation pour voir les conséquences de l'inflation sur la production¹ :

- inflation rampante (son taux est $< 10\%$)
- inflation galopante (son taux est $> 10\%$)
- hyperinflation (taux $> 100\%$)

Quand on se trouve dans les deux derniers types d'inflation, on retourne au troc car on n'a plus confiance à la valeur de la monnaie. L'inflation rampante par contre, constitue une stimulation de la croissance économique. C'est qu'il y a un transfert de revenu des ménages vers l'entreprise, d'où l'accroissement de l'investissement. A court terme, une augmentation des prix peut encourager l'entreprise à produire. Si le prix augmente et les coûts de production restent inchangés, la hausse du prix de vente lui permet une augmentation des profits qui poussent à investir. Dans ce cas, l'inflation suscite la production. Par contre, à long terme, la hausse des prix diminue la production. Les anticipations, les achats des actions et titres stimulent l'inflation. Or, l'inflation frappe les entreprises par la hausse des coûts de production, qui à son tour, diminue la production et l'investissement au sein de l'entreprise. Dans tel cas, elle n'est plus un moteur de croissance économique mais elle freine plutôt le développement des entreprises.

3.4. Les effets de l'inflation sur la croissance économique

Nous avons vu précédemment qu'à long terme, l'inflation est un facteur de blocage à la croissance économique en diminuant le volume de production de

¹ - R. Herinjatovo – Cours de développement et croissance, 3^e année

l'entreprise. Inversement, l'inflation peut stimuler la croissance¹. En situation de plein emploi, l'augmentation de la demande s'avère nécessaire et importante. Lorsque la demande augmente, la production augmente aussi. Selon l'analyse keynésienne², l'accroissement de la demande a un effet sur l'investissement. En effet, l'investissement entraîne une amélioration de la production des machines, qui, à son tour augmente le revenu des salariés. Cela se traduit par l'augmentation de la consommation qui, accroissant la demande et suscite la production. Et ainsi de suite, en somme on peut dire que l'inflation peut favoriser la croissance avec ces conditions.

3.5. Conséquences sur la répartition des revenus³

Il y a des modifications de répartition de revenu d'une façon injuste. C'est que certaines catégories sociales ont bénéficié de l'inflation sans qu'il y ait de justification et d'autre en souffre. La plupart des catégories sociales et des agents économiques sont à la fois dans les deux situations.

- Les ménages bénéficiaires de l'inflation sont les emprunteurs. L'inflation allège la dette du débiteur à l'égard du créancier, il rembourse à une valeur moindre. Pour bénéficier de cette situation, les ménages vont s'endetter.
- Ceux qui sont perdant sont tous ceux qui ont des revenus fixes, modestes (retraités, rentiers, salariés). Une perte de pouvoir d'achat les oblige à réduire les dépenses. Ils sont les plus souffrants de l'inflation car leur revenu ne suit pas la variation de l'inflation.

En outre, la hausse des prix améliore la recette de l'Etat via la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les prix des produits frappés par cette taxe augmentent, d'où l'augmentation de la recette de l'Etat.

3.6. Inflation et taux de change⁴

Dans les pays en développement, la détérioration de la compétitivité extérieure est souvent confrontée à la persistance d'une dépréciation du taux de

¹ - J.P. Lorriaux, 1993, p. 267 - 268

² - M. Montoussé, 1999, p. 33

³ - R. Herinjatovo, Cours de développement et croissance, 3^e année

⁴ - FMI, 1996, p. 114

change dans une situation d'inflation. Pour assurer la fixité du taux de change, dans ce cas, la Banque Centrale doit intervenir sur le marché des changes. Son intervention consiste en une vente de devises qui engendrera une diminution des réserves de change.

Nous avons vu dans ce chapitre que plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de l'inflation et que ses conséquences aggravent la situation économique du pays.

Dans le chapitre suivant, nous allons analyser le déficit budgétaire. Après quelques définitions, on va expliquer les différentes approches de la notion de politique budgétaire, ses mécanismes de financement dans le cas d'un déficit et enfin la nécessité de réformer les finances publiques.

CHAPITRE II- CADRE THEORIQUE DU BUDGET

La politique budgétaire est l'ensemble des mesures qui déterminent le budget de l'Etat, aussi bien son montant que sa structure ou son solde. Le but est de contribuer à la réalisation d'équilibre macro-économique. Maintenant, nous allons entamer la notion de budget.

SECTION I- NOTION DE BUDGET

Pour comprendre le déficit budgétaire, il faut commencer par donner quelques définitions, après nous allons voir les options de dépenses. Et pour terminer, nous allons citer le rôle de l'Etat selon les différents théoriciens et entamer l'histoire du déficit budgétaire.

1.1. Définitions

A. LE BUDGET¹

Le terme « budget » a une origine anglo-saxon, « budget » venait de l'ancien français « bougette » qui signifie « petite bourse ». Au 19^e siècle, le sac du roi renfermait l'argent nécessaire aux dépenses publiques. Le budget a connu plusieurs définitions qui en général reflètent le régime politique en place et le rôle du budget dans la vie économique, administrative et sociale de l'Etat.

Selon le décret organique français du 19 Juin 1958 article premier, le budget de l'Etat prévoit et autorise en la forme législative les charges et les ressources de l'Etat. Il est arrêté par le Parlement dans la loi de Finance qui traduit les objectifs économiques et financiers du gouvernement. En réalité, le budget regroupe l'ensemble des charges et des ressources à caractère définitif de l'Etat.

¹ - Cours de Finance Publique 2^{ème} année

B. LE DEFICIT BUDGETAIRE

La notion de déficit est utilisée dans de nombreux domaines. En économie, on l'emploie plus spécialement dans la terminologie de la balance de paiements et des finances publiques. Le déficit se définit comme le solde négatif traduisant une insuffisance des recettes sur les dépenses, des ressources sur les besoins.

Selon le dictionnaire d'Economie et des faits économiques¹, le déficit budgétaire est le déséquilibre des opérations définitives du budget de l'Etat.

Pour certains théoriciens, c'est une situation dans laquelle les recettes du budget sont inférieures aux dépenses. Ce déficit peut être financé par des ressources d'épargne ou par des ressources monétaires.

C. LE DEFICIT PUBLIC

C'est une notion plus large que celle de déficit budgétaire, puisqu'elle englobe également le solde des recettes et dépenses des collectivités locales et celui de la sécurité sociale.

Dans le dictionnaire d'Economie², le déficit public se définit comme un excédent des charges sur les ressources de l'ensemble des administrations publiques (Etat, Sécurité Sociale, collectivités sociales).

Le déficit public diffère du besoin de financement des administrations publiques. Contrairement au besoin du financement, le déficit public tient compte des recettes de privatisation et des prêts et dotations en capital.

1-2 Les options de dépenses³

Si telles sont les définitions que nous nous sommes accordées sur les notions de budget, déficit budgétaire et déficit public, essayons dans ce paragraphe de voir les options de dépenses correspondantes.

¹ - C. Bialès, 1999, p. 164

² Id

³ A. Fozzard et al., 2002, p. 16f

Le gouvernement doit être en mesure de définir la meilleure attribution possible afin d'éviter le déficit. Même s'il n'est pas encore possible d'envisager une répartition idéale des dotations budgétaires, l'impact négatif des dépenses publiques sur la croissance doit être amélioré. Pour évaluer les options de dépenses, on doit analyser les trois étapes suivantes.

Etape 1 : Déterminer les justifications de l'intervention publique

Une des justifications est de faire face aux imperfections du marché conduisant à une affectation inefficace des ressources. Ce qui engendre des divergences entre les coûts et les avantages privés et sociaux. L'intervention publique peut être aussi justifiée sur la base de l'équité dans le cas où l'offre de biens et services amène à une distribution inacceptable du revenu.

Etape 2 : Elle consiste à décider d'un instrument approprié pour éliminer les imperfections du marché ou améliorer la distribution.

Etape 3 : Evaluer les options de dépenses.

Les étapes ci-dessus aboutissent à la conclusion que le secteur public doit fournir certains services importants, l'étape suivante consiste à évaluer la meilleure manière de le faire¹.

Selon certains auteurs, plusieurs pays ont une double structure budgétaire, le budget courant et le budget d'investissement. Le budget courant est confectionné par le Ministère des Finances et représente les salaires, ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien. Les paiements sont également couverts par ce budget. Le budget d'investissement représente des dépenses d'investissement couvrant les projets et programmes mis en œuvres. Chaque ministère doit préparer son propre budget de dépense.

1-3 Définitions du rôle de l'Etat selon les différents théoriciens²

Chaque théoricien avait son point de vue concernant la définition du rôle de l'Etat. Certains économistes s'opposent sur l'intervention de l'Etat et d'autres affirment que l'intervention de l'Etat est indispensable.

¹ - cf annexe N°06

² M. Montoussé, 1999, p. 112

Pour les classiques

L'école classique considère que l'Etat doit éviter toute intervention susceptible de fausser les mécanismes du marché.

Selon Adam Smith¹, l'Etat ne doit pas intervenir sur le marché. Il est nécessaire de laisser jouer la « main invisible ». Chaque individu qui cherche à s'enrichir doit travailler afin d'accroître la production nationale. Il pense que le fonctionnement de l'économie doit être libre pour éviter la crise et le déséquilibre économique ; L'Etat doit donc être un Etat minimal, son intervention se limite à trois fonctions :

- protéger la nation contre les autres nations
- protéger les individus contre l'injustice et l'oppression
- se charger des travaux d'infrastructure comme la route, les écoles, les canaux...

David Ricardo², opte pour le libre échange et la spécialisation internationale, il se méfie des interventions étatiques croissantes.

Selon T. Malthus, les aides sociales de l'État ne lui permettent pas d'atteindre ses objectifs. Ces aides sont néfastes et accentuent la pauvreté.

Les néoclassiques³ pensent que l'État doit d'abord faciliter le fonctionnement du marché. L'État doit créer, puis veiller aux conditions propices à la concurrence pure et parfaite.

L'État doit favoriser le libre entreprise en créant un cadre légal pour les sociétés et empêcher la formation de monopoles. Pour eux, l'État doit libéraliser les échanges extérieurs par la suppression des frais de douane.

Contrairement à ces deux pensées, Keynes⁴ affirme que, pour corriger les déséquilibres, l'État doit intervenir dans l'économie. Ainsi, en cas de sous-emploi, l'État doit mener une politique de relance afin d'augmenter la demande effective.

¹ - M. Montoussé, 1999, p. 112

² - Id, p. 113

³ - Id p. 114

⁴ - Id, p. 118

SECTION II. LES MECANISMES DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

La politique budgétaire consiste pour l'État à agir directement sur la demande, pour modifier le niveau de la production et de l'emploi.

2.1. Le mécanisme keynésien : l'effet multiplicateur

Ce mécanisme¹ est déclenché par une variation des grandeurs budgétaires: les dépenses publiques par le lancement des grands travaux, les impôts, et les transferts sociaux (allocations de chômage). On va analyser ces différentes méthodes qui, selon Keynes, permettent d'atteindre le plein emploi.

Pour simplifier, l'effet multiplicateur est fondé sur l'existence de relation entre les composantes de l'offre et de la demande.

A l'équilibre, cette équation s'écrit:

$$Y = C + I + G \quad (1)$$

Production = Consommation + Investissement + Dépenses publiques

Une part constante du revenu "a" (comprise entre 0 et 1) est consommée, d'où $C = a Y$, les agents constituent une épargne. Un supplément des dépenses publiques dG accroît la demande. Ainsi, la production augmente en créant des emplois et des revenus pour les travailleurs. La production va s'accroître de la somme de tous ces revenus successifs engendrés. L'augmentation de la production est égale à:

$$\Delta Y = \frac{1}{(1-a)} \quad (2)$$

Puisque a est comprise entre 0 et 1, l'augmentation des dépenses publiques engendre une augmentation de la production. En effet, l'augmentation de la production est supérieure à l'augmentation des dépenses publiques.

Nous allons voir une autre façon de lancer le mécanisme du multiplicateur.

- Une baisse des impôts

Le mécanisme du multiplicateur consiste à réduire les prélèvements fiscaux. La diminution de l'impôt entraîne une augmentation du revenu disponible pour les ménages qui consomment plus. La fonction de consommation des ménages dépend du revenu disponible après impôts (T)

¹ J. Lecaillon, 1998, p. 134 f

$$C = a (Y-T) \quad (3)$$

Une baisse d'impôt de ΔT entraîne une augmentation de la consommation, l'équation (3) devient:

$$\Delta Y = \frac{a}{1-a} \Delta T \quad \text{or} \quad \frac{a}{1-a} > 0 \quad \text{et} \quad \frac{a}{1-a} < \frac{1}{1-a}$$

Les dépenses publiques font augmenter directement la demande globale, tandis qu'une réduction d'impôts n'augmente que la part « a » consommée de la Demande Globale.

Une autre possibilité de relance de l'économie consiste à augmenter les transferts.

- Une hausse des transferts sociaux

La politique de relance consiste aussi à augmenter les transferts, c'est-à-dire les allocations de chômage. Si on a un transfert (A) comme source de revenu supplémentaire pour les ménages, leur fonction de consommation devient $C=a(Y+A)$ et l'effet multiplicateur est : $\Delta Y = \Delta A a/(1-a)$

Une politique de hausse des transferts sociaux a le même effet multiplicateur qu'une politique de baisse des impôts.

2.2. La stabilisation automatique:

Une relance budgétaire doit prendre en compte l'effet stabilisateur automatique. Si l'activité économique augmente lors d'une augmentation des dépenses publiques, il y a une hausse des recettes fiscales. Les agents utilisent leur supplément de revenu pour payer les impôts. On entend par effet stabilisateur automatique une réduction de l'effet multiplicateur.

Cet effet multiplicateur existe lorsque l'impôt n'absorbe pas le supplément de revenu créé par la relance budgétaire. D'autre part, l'effet multiplicateur des dépenses publiques est différent selon les systèmes fiscaux. Cette politique de relance est plus efficace lorsque le système fiscal est de type forfaitaire¹.

¹ - L'imposition forfaitaire est le prélèvement d'un même taxe quelque soit le revenu des agents.

Il existe des mécanismes automatiques qui régulent l'évolution économique :

- La relance par le déficit budgétaire est plus efficace lorsqu'on augmente directement la demande (cas d'augmentation des dépenses publiques) plutôt que lorsqu'on diminue les impôts.
- Il y a des stabilisateurs fiscaux : cela se traduit par le fait que lorsqu'un gouvernement effectue des dépenses budgétaires, une partie de ces dépenses gonfle la recette de l'Etat par le biais de l'impôt.

2.3. Le débat monétaire keynésien concernant le déficit budgétaire

La thèse keynésienne¹ soutient que l'instabilité de l'économie provient de la non-intervention de l'État. Selon les monétaristes par contre, l'économie est stable, et c'est l'intervention de l'État qui provoque l'instabilité.

Les monétaristes s'opposent aux keynésiens en stipulant que les politiques d'intervention de l'État rendent l'instabilité de la demande (consommation privée et investissement privé). Les keynésiens pensent que les anticipations des entreprises et des consommateurs sont sources d'instabilité. En cas de ralentissement de l'activité, les investisseurs deviennent pessimistes et investissent moins, et les consommateurs épargnent moins. La réaction des investisseurs et consommateurs conduisent à une diminution de la demande qui contribue au ralentissement de l'activité économique.

La politique budgétaire est considérée comme un instrument qui permet de retrouver le plein-emploi. Dans l'analyse keynésienne, une politique de relance budgétaire a pour effet d'augmenter la demande effective sur le marché des biens. Pour les classiques², une politique de relance conduit à l'augmentation des prix des produits et n'aura pas d'effet sur le marché du travail.

¹ M. Montoussé, 1999, p. 118

² J. Lecaillon, 1998, p. 150

2.4. L'approche ricardienne de la dette publique¹:

L'approche ricardienne considère que les consommateurs sont tournés vers l'avenir et fondent leurs dépenses sur leurs revenus courants et sur leurs revenus futurs. L'approche de la dette publique applique la logique du consommateur tourné vers l'avenir dans l'analyse de l'impact des politiques budgétaires.

Le principe est que la dette équivaut à des impôts futurs. Si les consommateurs sont tournés vers l'avenir, les impôts futurs équivalent à des impôts actuels. Financer l'État par l'endettement revient donc au même titre que le financement par des impôts. C'est ce qu'on appelle équivalence ricardienne. La logique de cette équivalence ne signifie pas que toutes les modifications des politiques budgétaires sont impertinentes. Ces modifications influent l'épargne du consommateur si elles ont un impact sur les dépenses actuelles et futures.

Dans cette analyse, c'est la réduction des dépenses publiques plutôt que celle des impôts qui réduit et stimule la consommation. L'annonce d'une réduction future des dépenses publiques accroît la consommation même si les impôts actuels restent inchangés, car elle implique des impôts moins élevés dans l'avenir.

Barro reprend le principe d'équivalence ricardienne. Pour lui, le déficit budgétaire n'a pas l'effet attendu sur la demande. Les individus anticipent une augmentation future des impôts nécessaires pour que l'État rembourse sa dette. Ils réduisent donc leurs consommations et augmentent leurs épargne pour pouvoir payer les impôts futurs. Les effets de l'augmentation des dépenses publiques sont les mêmes qu'elle soit financée par la hausse des impôts ou par le déficit budgétaire.

2.5. Les dépenses publiques selon Barro²:

En 1990, Barro démontre que la dépense publique est directement productive. Elle doit être considérée comme un des facteurs de la fonction de production. La contribution du secteur public à la croissance comprend les

¹ G. N., Mankiw, 2001, p. 484 f

² Op cit: M. Montoussé, 1999, p. 126

dépenses d'éducation et de recherche et développement. Il y a aussi les dépenses d'infrastructures en matière de transport et de communication.

Ces dépenses ont un effet cumulatif, elles permettent d'augmenter la croissance en élargissant l'assiette fiscale qui induit un accroissement des recettes publiques, donc des dépenses publiques qui sont facteurs de croissance.

SECTION 3 : LES NOUVELLES PERSPECTIVES BUDGETAIRES:

L'étude précédente ne nous permet pas de dire que toute intervention de l'État par une politique budgétaire est vouée à l'échec. Il s'agit de trouver des nouvelles perspectives à ce type de politique. Maintenant, nous allons voir la coordination et les politiques budgétaires

3.1. L'EXISTENCE D'UNE COORDINATION:

L'ouverture de l'économie contribue à la transmission internationale des fluctuations. Seule une politique de relance coordonnée limite les effets pervers de la propagation internationale des fluctuations.

3.1.1 LES avantages d'une coordination des politiques budgétaires:

On définit la coordination¹ par l'ensemble des règles de comportement mises en place dans le but de diriger les interventions de l'État sans nuire à l'économie dans différents pays.

La coordination des politiques budgétaires présente des avantages:

- Elle permet de répartir les effets bénéfiques et les coûts des politiques. La relance d'un seul pays améliore la situation de ses partenaires sans qu'ils aient à assumer le coût;
- Elle permet de réduire les incertitudes liées au comportement des États. La coordination a mis en place des règles qui ont pour effet de réduire les incertitudes du comportement des partenaires économiques. Les anticipations sont plus stables;

¹ - J. Lecaillon, 1998, p.152

- La coordination permet d'engager les États sur la voie de crédibilité.

3.1.2. Les difficultés d'une coordination des politiques budgétaires:

La coordination des politiques budgétaires est difficile à mettre en oeuvre car:

- Elle engendre une perte d'autonomie des politiques budgétaires, puisque l'union des différents pays sera gérée par une seule autorité monétaire;
- L'incitation à ne pas respecter les engagements est importante. Un gouvernement qui a dé-coordonné sa politique budgétaire avec ses partenaires, va se trouver dans une situation où il a intérêt à laisser ses partenaires pratiquer seuls la relance budgétaire ;
- Les gouvernements peuvent ne pas avoir la même analyse de la réalité économique. Chaque pays participant à la coordination peut avoir intérêt à demander des règles de jeu plus ou moins sévère selon l'état de son économie.

3.2. UNE POLITIQUE BUDGETAIRE STRUCTURELLE¹ :

Il semble aujourd'hui se dégager un consensus pour admettre l'effet positif d'une intervention de l'État dans un but structurel et non plus conjoncturel. En effet, la mise en œuvre des dépenses publique se préoccupe de deux politiques : privilégier la qualité des dépenses publiques et privilégier leur action dans le long terme.

3.2.1. Privilégier la qualité des dépenses publiques :

Dans cette politique, il faut bien examiner les dépenses publiques afin que seuls les projets dont le taux de rendement sont suffisants soient entrepris.

La rationalisation des choix budgétaire et l'évaluation des politiques publiques permettent à l'État de réaliser à moindre coûts ses objectifs. L'État doit assurer que l'utilisation des fonds dans son projet sera réalisée de la façon la plus efficace possible. L'État doit être rationnel en évaluant ses dépenses.

¹ - FMI, 1996, p.44

L'évaluation des programmes de dépenses lui permet de comparer les effets attendus et les résultats obtenus dans le but de réorienter les programmes.

3.2.2. Privilégier le long terme¹ :

L'analyse des classiques dans la théorie de la "concurrence endogène" met l'accent sur le rôle des investissements publics, du capital humain, de la technologie dans la croissance. Ils pensent que l'intervention de l'État est nécessaire par le seul fait que seul l'État peut produire des biens publics et tenir compte des effets externes. Les dépenses utilisées dans les recherches et éducation sont très productives dans la mesure où elles dégagent de fortes externalités. Les résultats attendus de ces dépenses sont à long terme.

SECTION- 4. FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE ET REFORMES DES FINANCES PUBLIQUES SELON L'OCDE² :

4-1. FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE :

a- financement par la Banque Centrale :

Le gouvernement peut financer une augmentation du besoin du secteur public par la vente de titres à la Banque Centrale ou par des recours directs aux avances de cette dernière, ce qui lui évite de placer un montant équivalent de titres sur le marché. En ce cas, dans un premier temps, la base monétaire et la masse monétaire au sens large augmentent d'un même montant, aux taux d'intérêt pratiqués au moment considéré. Dans le cas où le comportement des banques, en matière de composition de leur portefeuille, est affecté par l'augmentation de leur liquidité, il y a des chances pour qu'on observe une expansion "secondaire" des dépôts par le jeu du multiplicateur de crédit.

b- Financement par les banques commerciales :

L'effet monétaire immédiat du financement d'un accroissement du besoin d'emprunt du secteur public par les banques commerciales varie suivant que les titres de la dette publique émis à cette occasion viennent grossir le portefeuille

¹ - M. Montoussé, 1999, p.78 - 79

² - OCDE, 1982, p.13 f

des banques ou se substituent à d'autres actifs dans ce portefeuille. Si les avoirs des banques en autres actifs demeurent inchangés, il y a augmentation simultanée des deux volets du bilan des banques, et la masse monétaires au sens large s'accroît d'un montant équivalent. En revanche, à la différence de ce qui se passe dans le cas du financement par la Banque Centrale, il n'y a pas, au début, gonflement de la base monétaire. En conséquence, les réserves libres des banques sont nécessairement réduites par des "fuites" vers les avoirs en monnaie du secteur privé non bancaire et vers les réserves obligatoires accrues qu'implique l'expansion de leur bilan.

Le point de savoir si les titres de la dette publique achetés par les banques commerciales accroissent le total des actifs de ces derniers (et donc la masse monétaire) ou s'ils se substituent simplement à d'autres actifs (sans qu'il y ait d'effet sur la masse monétaire) dépend, dans un premier temps, des dispositions régissant le contrôle monétaire. Les effets ultérieurs sur la masse monétaire dépendent généralement de la manière dont la Banque Centrale réagit concrètement.

c- Financement par le secteur privé non bancaire:

La vente de titres de la dette publique au secteur privé non bancaire assure, dans un premier temps, un financement non monétaire de l'accroissement du besoin d'emprunt du secteur public. L'achat des titres implique un transfert de propriété des dépôts du secteur privé aux administrations publique puis, en sens inverse, de ces dernières au secteur privé quand les fonds sont dépensés. Dans ce cas, il n'y a pas d'incidence immédiate sur la base monétaire, sur la liquidité du système bancaire ni sur la masse monétaire au sens large.

d- Financement extérieur :

Les apports de capitaux extérieurs n'influent sur la masse monétaire que dans la mesure où il en résulte une augmentation de monnaie nationale détenue par les secteurs privés non bancaires. Si les autorités monétaires n'interviennent pas sur le marché des changes, les produits en devises du financement du déficit budgétaire à l'étranger doit être affecté à l'achat de monnaie nationale sur le marché des changes avant de pouvoir être dépensé par les administrations publiques. Les dépôts intérieurs sont transférés du

secteur privé aux acheteurs étrangers de titres de la dette publiques (dans le cas où les instruments de financement sont libellés en monnaies nationale) ou aux administrations publiques (si ces instruments sont libellés en devises) avant de retrouver au secteur privé quand les fonds correspondants sont dépensés. Dans l'hypothèse d'un taux de change flottant, comme il n'y a pas augmentation des actifs du système bancaire, ni la masse monétaire au sens large ni la base monétaire ne sont modifiées quand un accroissement du besoin d'emprunt du secteur public est couvert par la vente de titre aux non-résidents.

4-2. FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE SELON LE FMI¹ :

Il y a quatre façon de financer le déficit du secteur public : l'émission de monnaie, les prélèvements sur les réserves de change, l'emprunt extérieur et l'emprunt intérieur.

a- Émission de monnaie :

Il est simple d'établir une relation entre la création de monnaie centrale et l'inflation dans l'optique monétariste habituelle. Lorsque l'émission de monnaie est supérieure à la demande de monnaie pour un niveau donné des prix pendant la période considérée, il en résulte un excédent des encaisses entre les mains du public. Les efforts déployés par le public pour réduire les encaisses qu'il détient finissent par pousser le niveau global des prix à la hausse, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. Bien sûr, le lien de cause à effet n'est pas nécessairement manifeste, ou immédiat: dans un premier temps, par exemple, une augmentation du stock de monnaie réelle peut réduire les taux d'intérêt, en particulier dans une économie à faible inflation.

Le volume des recettes que l'État peut espérer tirer de la frappe de monnaie dépend de la demande de monnaie centrale, ou monnaie à haute puissance, dans l'économie ; du taux de croissance économique réelle et de l'élasticité de la demande d'encaisses réelles par rapport à l'inflation et au revenu.

Mais la demande de monnaie à haute puissance diminue à mesure que le taux d'inflation s'accroît. Le profit que l'État tire de l'émission de monnaie finit

¹ S. Fischer et W. Easterly, 1990, p127f

donc par atteindre un maximum, au-delà duquel les augmentations du taux d'expansion monétaire entraîne davantage d'inflation et moins de recettes. Dans ce cas, c'est une vraie courbe de Laffer que l'on constate¹.

b- Utilisation des réserves de change:

La deuxième façon de financer le déficit du budget de l'État consiste à opérer des prélèvements sur les réserves de change. En recourant à ce moyen de préférence à l'émission de monnaie, le gouvernement peut espérer différer les effets inflationnistes d'un déficit. Le taux de change s'en trouve apprécié. La politique consistant à ralentir la dépréciation du taux de change pour freiner l'inflation (pas seulement au moyen de prélèvement sur les réserves de change, mais aussi par un recours accru à l'emprunt extérieur) a été essayée à de nombreuses reprises; elle n'est tenable que pour autant que les conditions de base- c'est-à-dire la politique budgétaire soit adaptées en vue d'être compatible avec une inflation plus faible.

c- L'emprunt extérieur :

La troisième méthode de financement du déficit du secteur public, l'emprunt extérieur direct, a tendance, comme l'utilisation des réserves, à provoquer une appréciation du taux de change, portant ainsi préjudice aux exportations et encourageant les importations.

La plupart des pays, mais pas tous, qui ont évoqué des difficultés à assurer le service de leur dette enregistraient d'énormes déficits publics. En ce qui concerne les pays les plus lourdement endettés, les emprunts excessifs contractés dans le passé et la faible côte de crédit dont ils jouissent ont gravement limité cette source de financement pour le moment.

d- L'emprunt intérieur:

La dernière forme de financement, à laquelle certains pays en développement peuvent avoir recours, consiste à émettre des titres de la dette intérieure. Cela se fait généralement par l'intermédiaire du système bancaire, bien que dans un petit nombre de cas.

Pour être considérés comme une dette non monétaire, les emprunts auprès du système bancaire ne doivent pas être financés par le réescompte de

¹ Cf annexe N°, pXI

la banque centrale. Bien que les emprunts publics intérieurs soient censés être une façon d'éviter l'inflation et les crises extérieures, ce mode de financement du déficit est lui aussi porteur de risques s'il est utilisé à outrance. Par définition, l'emprunt public réduit d'autant le crédit disponible pour le secteur privé, ce qui suscite des pressions sur les taux d'intérêt intérieurs.

4-3. FINANCEMENT DU DEFICIT ET EFFET D'EVICION¹ :

On peut parler d'"éviction" chaque fois que l'activité économique du secteur public supprime celle du secteur privé. Cela peut se produire dans un certain nombre de cas, dont beaucoup n'ont pas de rapport direct avec le financement du déficit budgétaire. Par exemple, dans une économie sur laquelle pèse la contrainte du volume des ressources réelles disponibles, toute expansion des prélèvements du secteur public sur ces ressources réduit nécessairement dans la même proportion celles dont peut disposer le secteur privé.

a- Les ressources financières dégagées par la réduction des encaisses monétaires :

Le principal mécanisme par lequel le secteur privé est amené à réduire ses encaisses est la substitution des obligations aux avoirs en monnaie. La monnaie n'est que l'un des actifs du patrimoine des agents du secteur privé. En conservant des encaisses, les titulaires de patrimoine sacrifient le rendement que pourrait leur procurer la détention d'autres types d'actifs (par exemple obligations, actions ou biens matériels). Aussi des dépenses publiques financées par émission d'obligations peuvent-elles, en faisant monter les taux d'intérêt, amener cette substitution entre avoirs en monnaie et obligations. En pareil cas, une masse monétaire inchangée est compatible avec un niveau plus élevé de revenu et de dépenses et la politique budgétaire s'avère efficace. En l'absence d'effets de richesse, le degré d'efficacité de la politique budgétaire dépendra donc de l'élasticité de la demande d'encaisse par rapport aux variations des taux d'intérêt et de la hausse des taux consécutives à l'augmentation du déficit du budget.

¹ OCDE, 1982 p33f

b- L'influence du taux d'inflation anticipé

Si une augmentation du déficit budgétaire exerce effectivement un effet de relance sur la demande nominale de biens et services produits dans le pays, le niveau de la production en volume peut s'en trouver modifié. Cette ventilation dépend de deux principaux facteurs. En premier lieu, si les anticipations de prix et de comportement en matière de fixation de prix ne sont pas affectés par des mesures de relance. L'expansion de la demande nominale se manifeste par une progression de la demande en volume et de la production. Plus les salaires et les prix sont sensibles à l'évolution de la demande, plus vite le niveau des prix sera affecté et plus l'effet sur les variables réelles sera temporaire. En second lieu, le comportement en matière de prix peut dépendre de l'idée que se fait le public de l'évolution probable de l'inflation. Ainsi les mesures influant sur la demande nominale entraînent une hausse du taux d'inflation d'autant plus importante qu'elles font monter davantage les anticipations inflationnistes.

4-4 REFORMES DES FINANCES PUBLIQUES¹

Les mesures de réduction des dépenses publiques doivent être compatibles avec les objectifs économiques, politiques et sociaux. Pour assurer la viabilité d'une réforme de la politique des dépenses publiques, il faut procéder à un examen des politiques subordonnées, de la composition des dépenses.

a- Réduction des dépenses improductives

La différence entre les dépenses réelles engagées pour l'exécution d'un programme et les dépenses minimales qui procureraient le même avantage social avec un rapport coût/ efficacité maximum constitue des dépenses improductives.

L'évolution et la quantification des dépenses improductives soulèvent de nombreuses difficultés qui sont difficile à mesurer.

Les dépenses publiques improductives n'engendrent pas des coûts économiques. L'inefficience des programmes de dépenses publiques se traduit par des dépenses supérieures à celles qui permettraient de réaliser les objectifs de ces programmes. Cette distorsion suppose quant à elle que le déficit ou les

¹ FMI, 2001, p.4f

impôts peuvent être plus élevés que dans le cas de programmes efficaces. Sur un plan plus pratique, on peut toutefois affirmer que certaines mesures peuvent servir à évaluer les priorités de la politique de l'Etat en matière de dépenses et à réduire les dépenses improductives.

b- Privatisation des entreprises publiques

De plus en plus d'entreprises publiques sont privatisées pour des raisons d'efficacité et d'équilibre budgétaire. Selon la théorie des choix publics, un grand nombre de citoyens tireront partie de ce mouvement de privatisation tandis qu'un nombre comparativement faible en feront les frais. Il existe différentes façons de privatiser une entreprise : la cession complète, la sous-traitance et le crédit-bail. La privatisation ne se limite pas à la vente en règle d'actifs publics au secteur privé, mais peut désigner une participation du secteur privé dans les activités publiques par divers moyens qui vont de la cession au crédit-bail.

La promotion de la privatisation repose sur son interaction avec la concurrence puisque l'efficacité économique d'une entreprise est maximum lorsqu'elle affronte une concurrence.

c- Réformes des impôts

Dans les pays à économie centralisée, les plus importantes sources de revenus servant à financer les activités du secteur public (taxe, impôt...), découlaient des caractéristiques structurelles des économies très réglementées. La structure fiscale de ces pays présentait une autre particularité : le lien institutionnel entre les entreprises et le système financier puisque les entreprises appartiennent à l'Etat et financées par la Banque Centrale, leurs activités sont suivies de près par le gouvernement, et leurs comptes sont contrôlés par des contrôleurs fiscaux. Comme il est facile de contrôler les opérations assujetties à l'impôt, le système de recouvrement des impôts est fondé sur la concentration des opérations financières dans les systèmes bancaires, ce qui simplifie l'administration fiscale.

Cette réforme d'impôt vise à restaurer la stabilité macro- économique. Pour réformer l'impôt, il faut comprendre comment on mesure l'efficacité globale du

système mis en place. Le déficit fiscal est défini comme la différence entre les recettes fiscales et les recettes possibles, il est souvent utilisé comme un indicateur d'efficacité. Ce déficit dicte les objectifs de la stratégie de réforme.

PARTIE II – Analyse du cas de Madagascar en matière d'inflation et du déficit budgétaire

CHAPITRE I – L'INFLATION ET LE DEFICIT BUDGETAIRE A MADAGASCAR ENTRE 1995 ET 2005

La politique prise en 1994 a provoqué une forte hausse du niveau général des prix à Madagascar en 1995 ; le taux d'inflation¹ a atteint en cette année 45,1%. La croissance économique durant la mise en œuvre de cette politique était négative. De plus, le déficit budgétaire s'est accentué durant ces années. Il y aura donc un déséquilibre entre l'offre et la demande. La situation s'est rétablie progressivement à partir de 1996 jusqu'en 2001 mais la crise politique de 2002 a provoqué de nouveau une forte hausse des prix et un nouveau déséquilibre entre les dépenses et les recettes de l'Etat.

1.1. Les causes de l'inflation à Madagascar

Pour le cas de Madagascar, l'inflation est générée par plusieurs facteurs :

1.1.1- La rigidité de l'offre

Nous avons déjà vu que, selon l'analyse keynésienne², quand l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande les prix ont tendance à augmenter. Lorsque l'offre est inélastique³ par rapport à la demande, il y a un risque d'inflation.

L'inflation a lieu quand l'offre de biens ou de services n'arrive plus à satisfaire les demandes exprimées sur le marché. Deux raisons peuvent être avancées pour expliquer la rigidité de l'offre à savoir : l'insuffisance des facteurs productifs disponibles et l'impossibilité d'augmenter l'efficacité des facteurs productifs en fonction de l'accroissement des quantités produites.

Prenons le cas du monde rural pour illustrer ces deux raisons. La difficulté d'accès à la propriété foncière, au micro-crédit, aux biens d'équipements, à l'information et à la formation explique entre autres la rigidité de l'offre.

¹ BCM, Bulletin d'information et de statistiques, supplément annuel 2002, p54

² Cf p15

³ offre inélastique : l'offre ne suit pas la variation de la demande.

Les paysans acquièrent avec beaucoup de difficulté les terres à cultiver. Etant donné qu'ils ne sont pas propriétaires au sens propre du terme, des terres qu'ils cultivent, les paysans sont peu motivés à produire beaucoup. C'est la raison pour laquelle l'Etat prévoit d'améliorer l'accès de la population rurale à la propriété foncière¹.

La difficulté d'accès aux facteurs de production tels que l'engrais, la semence, les matériels et outillage, etc... conjuguée avec la baisse continue du pouvoir d'achat font que les paysans n'arrivent pas à augmenter la valeur de leur production.

1.1.2 Les problèmes dus à l'augmentation de la population

Pour David Ricardo², l'augmentation de la population est source de l'inflation quand celle-ci suscite l'accroissement de la demande. L'accroissement de la demande induit par cette augmentation de la population diminue l'offre globale. Cela s'explique par une croissance démographique supérieure à la croissance de la production. Cette augmentation de la demande favorise l'augmentation de prix, alors, l'inflation s'accroît.

Pour le cas de Madagascar, la population active ne représente que 50,7% de la population totale³ y compris les chômeurs. Cette structure de la population a des répercussions sur l'offre. En effet, le PIB ne s'accroît pas en proportion égale avec l'accroissement de la population. Marcel Rudolff a déjà exprimé cette remarque en avançant que les économies du tiers monde contemporain, qu'elles soient en développement ou stagnantes sont menacées d'inflation lorsque la croissance démographique multiplie les consommateurs alors que stagne la production⁴.

¹ - DSRP p 44

² - op cit : M. Montoussé, p16f

³ - EPM 2002

⁴ - M. Rudolff, p 491

1.1.3 Le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire a pour effet de créer des flux additionnels de revenus et par conséquent de dépenses engendrant ainsi une distorsion entre offres et demandes.

Selon Keynes¹, la croissance des dépenses favorise l'augmentation de la demande globale. L'excès de dépense est à l'origine de l'inflation. Elle permet d'embaucher plus de travailleurs. Et l'embauche augmente le revenu des ménages. Cela confirme l'analyse d'Engels² qui stipule que l'augmentation du revenu favorise l'augmentation de la demande.

Pour l'année 2005, Madagascar a enregistré un déficit budgétaire de l'ordre de 4,3% du PIB pour une prévision évaluée à moins de 4,5% du PIB. On constate donc une amélioration par rapport aux années précédentes. Toutefois, le taux d'inflation est toujours de l'ordre de 11,4% pour une prévision estimée à moins de 6%.

1.1.4 Le comportement des consommateurs

Les consommateurs dans un excès de dépenses et par refus d'épargne, alimentent l'augmentation continue des prix.

Selon l'analyse keynésienne³, l'accroissement de la demande est à l'origine de l'inflation lorsque la consommation et l'investissement des ménages et entreprises s'élèvent à un certain niveau. Cela se traduit par le gonflement des revenus de ces derniers, et les gens préfèrent augmenter leurs dépenses dans la consommation.

En effet, les consommateurs malgaches comme tous les autres consommateurs des pays en voie de développement seraient attirés par des biens de confort et de luxe caractéristiques de la vie occidentale.

Par ailleurs, les ménages ne cessent d'anticiper ces prix sur le marché provoquant ainsi une tension inflationniste. Par ce mécanisme d'anticipation, les

¹ - qp cit : J.P. Lorriaux, p165

² - op cit p19

³ - op cit : p71-72 J.O. Hairault

agents économiques à l'instar des commerçants réalisent un niveau de stock très important en vue d'attendre le moment opportun pour écouler les produits sur le marché. Or cette attitude a pour effet de rendre indisponible momentanément sur le marché les produits engendrant de ce fait une distorsion entre offre et demande et augmente le prix.

1.1.5 L'inflation d'origine monétaire

Selon Keynes et Von Hayek¹ la monnaie n'est pas neutre et l'augmentation de la masse monétaire peut favoriser l'augmentation de la production ou l'accroissement du prix. Plus il y a de monnaie, moins elle a de valeur. Tous les facteurs d'augmentation de la quantité de monnaie sont donc sources d'inflation.

Pour Milton Friedman², chef de file de l'école monétariste, la cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production.

L'inflation a été pratiquement un phénomène sur le long terme à Madagascar³. Plus la masse monétaire est importante, plus le taux d'inflation augmente. Cela est expliqué par l'apparition de nouvelles demandes que l'offre n'arrive plus à satisfaire. C'est justement dans le but de contrôler la masse monétaire en circulation que le gouvernement malgache a adopté plusieurs mesures⁴ dont entre autre le maintien du taux directeur à 16%, la maîtrise des sources de création monétaire et la gestion rigoureuses des liquidités injectées dans l'économie. Cette politique a permis d'enregistrer une croissance de l'ordre de 18,8% de la masse monétaire en 2005 si elle était de 23,82% en 2004 et par conséquent de mieux contrôler l'inflation.

1.1.6 Le taux de change

La hausse du taux de change peut être aussi source de tension inflationniste. En effet, un taux de change très élevé a pour conséquence l'augmentation de la valeur des produits importés. Pour le cas de Madagascar,

¹ op cit , p11-12

² op cit : M.Montoussé,p129

³ BCM,service des études contribution à l'analyse de la formation des prix à Madagascar .

⁴ MEFB :Rapport économique et financier 2005-2006, p 24

entre 2004 et 2005, la monnaie malgache a perdu 7,2% de sa valeur par rapport au dollar et 6,9% par rapport à l'euro. Il est alors aisé de comprendre la hausse des prix durant cette période.

Selon certains économistes¹, l'augmentation de la valeur des produits importés a des impacts sur l'inflation nationale. Les mécanismes de transmissions sont simples. D'une part, les produits importés constituent une part des biens pris en compte dans le calcul de l'indice des prix et contribuent ainsi à la hausse de cet indice. D'autre part, les importations de certains produits intermédiaires induisent des augmentations du coût de production de l'entreprise qui vont se répercuter sur leur prix.

1.1.7 Les problèmes d'augmentation du prix du pétrole

Le prix du pétrole tient une place prépondérante dans la variation du taux d'inflation.

Pour certains auteurs, la hausse de prix du pétrole implique une augmentation des prix des importations et se répercute dans le pays. L'inflation importée peut s'expliquer aussi par la hausse du prix de l'énergie² qui entraîne l'augmentation des produits nationaux.

En effet, une variation du prix du pétrole déclenche une variation correspondante du prix du transport, par exemple, et qui va être répercuté sur les prix des produits. Par ailleurs, par anticipation, les agents économiques augmentent le prix des produits afin de se prémunir d'une éventuelle hausse du prix de pétrole.

Un taux de change très élevé combiné à une hausse du prix de pétrole (deuxième poste d'importation en terme de valeur en 2005) peuvent être source de tension inflationniste importante. Bien que Madagascar a importé moins en terme de volume, le prix des produits finis dérivés du pétrole est passé de 266,3 DTS en 2004 à 363,8 DTS en 2005³.

¹ FMI, Haut et bas de l'inflation ,p114

² Op.cit . p.20

³ OCDE ,2005,p307f

1.2. Le déficit budgétaire à Madagascar

Madagascar a réalisé des déficits budgétaires importants depuis 1995 et la plus grande partie a été financée par les aides provenant de l'extérieur. Le niveau élevé des dépenses de fonctionnement de l'Etat gonfle les dépenses improductives donc source de tension inflationniste. (cf Tableau annexe Opération du gouvernement central)

1.2.1 les opérations financières du gouvernement :

Dans l'analyse d'Adrian Fozzard¹, l'Etat doit être en mesure de définir une meilleure attribution possible des dépenses pour éviter le déficit. Selon cet auteur, l'impact négatif des dépenses publiques sur la croissance doit être amélioré.

Pour Barro², l'augmentation des dépenses publiques permet d'augmenter la croissance en élargissant l'assiette fiscale source de recette publique.

Le gouvernement essaye d'améliorer les recettes publiques, les recettes de l'Etat ont augmenté en 2002. De même, les dons ont augmenté en 2003 qui représente presque le double des dons de 2001. En 2004, les recettes publiques ont atteint de 19,8% du PIB³. Par rapport à l'année 2004, les recettes publiques pour l'année 2005 n'ont augmenté que de 1,7%.

De même, le déficit n'a cessé d'augmenter de 2003 à 2004, le solde global base caisse est passé de -4,9 à -5,7% du PIB suite à la politique du gouvernement en 2005, on a constaté une amélioration du solde global qui est de 4,3% du PIB.⁴

Cette augmentation de dépense est expliquée par les hausse des salaires des fonctionnaires c'est à dire par l'accroissement des dépenses de fonctionnement.

¹ -Op cit ,p13

² -M. Montoussé,1999,p126

³ -BCM, Rapport annuel 2005,p22f

⁴ Cf, Annexe, p XII

1.2.2 Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont baissé en 2002 suite aux crises économiques. En 2003 ; pour encourager les opérateurs et les investisseurs, des nouvelles initiatives ont été introduites dans la Loi de Finance 2003. De plus, le gouvernement a diminué les taxes sur les importations, et ce en vue de faire face à l'intégration régionale et mondiale. En Août 2003, une détaxation sur les produits importés a été effectuée, et cette détaxation a pris fin en Septembre 2005, mais l'Etat malgache a introduit des nouvelles mesures afin d'encourager l'investissement.¹

1.2.3 les dépenses publiques

Les dépenses totales ont augmenté en 2003 par rapport aux dépenses en 2002. Les dépenses s'élèvent à 40,6% du PIB par rapport à 2002. Jusqu'au mois d'Août 2004, les dépenses ne cessent d'augmenter. Par contre, les dépenses publiques ont faiblement augmenté en fin 2004. La progression des dépenses publiques a été très élevée malgré les mesures prises par le gouvernement qui visent à réduire les dépenses en milieu d'année.

1.2.4 Le financement du déficit budgétaire²

Selon le FMI³, le recours à l'emprunt extérieur et l'emprunt intérieur sont des méthodes de financement du déficit budgétaire. L'octroi de prêt, les dons, l'allègement de la dette sont des formes de financement du déficit.

Le déficit global a atteint 438,7 milliards d'ariary en fin décembre 2005 contre 463,8 milliards d'ariary en 2004, soit une diminution de 5,4%. Pour le couvrir, l'Etat a surtout eu recours au financement extérieur qui a atteint, en terme net, 388,2 milliards d'ariary contre seulement 50,5 milliards d'ariary pour le financement intérieur.

Le financement extérieur a été essentiellement constitué par des débloquages au titre des prêts projets de 295 milliards d'ariary, par un financement exceptionnel de 159,9 milliards d'ariary de la Banque Mondiale, et

¹ Cf Annexe p N°8, p viii

² Rapport annuel 2005, Banque Centrale de Madagascar, p.26

³ Op cit, p40

par un allègement de la dette de 110,3 milliards d'ariary dont 34 milliards d'ariary sont attribuables à l'assistance intérimaire relative à l'IPPTE.

Quant au financement intérieur, il a été caractérisé par une hausse notable du recours au système non bancaire, par une augmentation du concours de la BCM et par la forte diminution du financement bancaire. Ainsi en 2005, l'Etat a poursuivi le remboursement des banques commerciales à concurrence de 172,1 milliards d'ariary après 135,2 milliards d'ariary en 2004. Le financement de la BCM a atteint 60,5 milliards d'ariary après un remboursement de 74,7 milliards d'ariary au cours de l'année précédente, résultant beaucoup plus d'utilisation des comptes de dépôt du Trésor que du recours aux avances. En effet, pour ces dernières l'augmentation des avances statutaires de 64,1 milliards d'ariary a été réduite par des remboursements de 46,6 milliards d'ariary, constitués essentiellement par ceux des dettes consolidées de l'Etat vis-à-vis de la BCM. Par ailleurs, la contribution du système non bancaire a atteint 120,0 milliards d'ariary constitués surtout par des souscriptions au BTA (Bon du Trésor par Adjudication), contre 107,9 milliards d'ariary en 2004. Enfin, les autres financements intérieurs du déficit ont avoisiné les 40 milliards d'ariary sur la période de 2003 à 2005.

I- 3 Evolution de l'inflation et du déficit budgétaire entre 1995 et 2005

En 2003, l'objectif principal du gouvernement est de relancer l'économie et cette politique a pour but d'attirer les investissements et de promouvoir la croissance économique. Mais l'inflation à Madagascar était toujours très forte et le déficit budgétaire persiste.

1.3.1. Aperçu de l'inflation à Madagascar entre 1995 et 2005

Reprenons l'analyse de Keynes sur l'augmentation des prix¹ :
L'augmentation de prix, se répercute sur la demande globale via les encaisses réelles. La diminution des encaisses réelles provoque un accroissement du taux d'intérêt et par la suite freine l'investissement des entreprises. Et quand l'offre

¹ Op cit, p13

des entreprises n'arrive plus à satisfaire la demande, les prix augmentent. Et l'augmentation des prix entraîne l'inflation.

L'inflation s'est accentuée à Madagascar jusqu'en 1995 et elle a diminué progressivement en 1996 et 1997. On a constaté une moindre augmentation du déflateur du PIB entre 1998 et 1999 et une nouvelle diminution s'est manifestée en 2000 dont sa valeur est estimée à 7,1 %, qui est la valeur minimale. Pendant la crise économique 2002, l'économie malgache a connu un taux de croissance économique négatif de -12,7 %, cette crise a aussi marqué un taux d'inflation très élevé de 15,2 % qui est presque le double de l'année 2001. Cette crise économique a aussi marqué l'évolution des prix des produits de première nécessité malgré le recul de la demande de consommation et du revenu du ménage.

Après la crise de 2002, le taux d'inflation a baissé en 2003. L'indice des prix à la consommation a considérablement ralenti, il a diminué de 16,5 % contre une augmentation de 17,2 % en 2002¹. Cette baisse des prix signifie un retour à la tendance normale des prix après la forte hausse de l'année 2002².

1.3.2. Analyse descriptive de l'évolution des prix

L'année 1995 s'était ouverte sur une situation économique difficile héritée de la conjoncture de 1994. Cette situation était due au cyclone Geralda qui a frappé Madagascar. L'inflation s'est augmentée mais depuis le deuxième trimestre de l'année 1995, la tendance est inversée grâce à des mesures prises par les autorités monétaires. Le niveau général des prix diminuait en 1996, la variation du déflateur est estimée à 17,8 % contre 45,1 % en 1995 et il continue d'être maîtrisé en 1997. Pour l'année 1998, le taux d'inflation mesuré par ce déflateur a augmenté de 1 point par rapport à celui de 1997. En effet, il y a eu maîtrise de l'inflation grâce à la politique monétaire. L'indice des prix à la consommation est passé de 5,4 % en 1997 à 7,9 % en 1998 et le taux d'inflation de 6,2%

Le tableau ci-dessous nous montre l'évolution de ces indices des prix :

¹ Rapport économique et financier 2003 – 2004.

² Cf annexe6, p x

**Tableau 1: Indice des prix à la consommation familiale (Base 100 :
moyenne Août 1971 à Juillet 1972)**

Année		1995	1996	1997	1998	1999
Milieu traditionnel	Indice général	3179,1	3807,6	3978,5	4225,2	4645,0
	Taux d'inflation	49,03	19,76	4,48	6,20	9,93,
Milieu moderne	Indice général	2743,7	3312,2	3584,7	4062,5	4429,5
	Taux d'inflation	46,5	20,7	8,5	13,0	9,0
Variation de l'IPC (moyenne)		48,4	20,0	5,4	7,9	9,7

Source : INSTAT, Direction des statistiques des ménages.

Nous avons vu¹ que la hausse des prix provoquée par l'augmentation du prix du pétrole entraîne l'inflation. La hausse du prix des biens intermédiaires importés augmente les coûts de production des entreprises nationales et donc les prix. L'inflation provient donc d'un autre pays par le biais des importations.

L'augmentation des prix des produits pétroliers vers la fin de l'année 1997 explique la hausse des prix entre 1998 et 1999, qui est de 9,7 % mesurée par l'indice des prix à la consommation alors que la prévision était de 6,6 %. Le groupe des produits alimentaires a subi la plus forte augmentation accusant un taux de 19,33 % dans le type de consommation traditionnelle. Par ailleurs, la classification par origine montre que les prix des produits importés augmentent moins vite que le prix des produits locaux avec un taux respectif de 6,5 % et 14,9 % pour les types traditionnels et de 7,7 % et de 11,7 % pour les types modernes.

En 1997 et 1998, il n'y avait pas eu de pression inflationniste malgré le dérapage de la quantité d'offre sur la monnaie.

La crise politique de 2002 a provoqué une flambée de l'inflation qui est estimée à 15,4% en moyenne pour l'ensemble de l'économie. C'est au mois de février de l'année 2002 que la crise a commencé.

¹ Cf p-20

En terme de glissement annuel, l'IPC atteint son niveau le plus haut de 26,7% à la fin mai 2002 contre 6,7 % pour le même mois de l'année précédente.

1.3.3. Aperçu du déficit à Madagascar entre 1995 et 2005¹

Selon le FMI, l'Etat doit être rationnel en évaluant ses dépenses afin d'améliorer le solde budgétaire.

Le gouvernement malgache essaye de maîtriser le déficit budgétaire. Pendant l'année 1997 jusqu'en 1999, les résultats financiers se sont améliorés. Le taux de pression fiscale est passé de 9,4% du PIB en 1997, à 9,1 en 1998 et à 11% en 1999.

Le déficit base engagement passe de 6,3% du PIB en 1998 à 2,5% du PIB en 1999. En 1999, le solde des finances publiques se sont améliorés, particulièrement le solde courant qui a été largement excédentaire de 664,3 milliards de FMG soit 2,8% du PIB.²

En 2002, la situation des finances publiques s'est détériorée suite à la crise et au blocage des activités. A la fin de décembre 2002, les recettes et les dépenses publiques ont été réalisées respectivement à 51,5% et 62,3% des lois des finances initiales. Comparé au PIB, le déficit des Opérations Globales du Trésor, base cash, est passé à 5,7%, contre 4,0 % en 2001 et 2,7% en 2000.

Dans la loi de finance 2004, l'objectif fixé a été de 4,3% du Produit Intérieur Brut, mais compte tenu de l'importance des dépenses par rapport aux recettes, le déficit s'est détérioré de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2003. Et ce, malgré le volume des flux d'aides extérieurs ainsi que les mesures visant à réduire les dépenses et à améliorer les recettes. Néanmoins, les mesures correctives prises au cours de l'année 2004 ont été jugées satisfaisantes pour rétablir l'équilibre macro-économique. Ce qui a permis au pays d'atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Edentés (IPPTE)

¹ BCM, Rapport annuel 2001-2002-2003

² Cf Annexe p.X

1.3.4. Analyse du déficit budgétaire à Madagascar¹ de 2001 à 2005

Pour le FMI, une des méthodes de financement du déficit est l'emprunt extérieur.

Les recettes fiscales ont été probantes pendant le premier semestre 2001 mais elles baissèrent en fin de d'année en comparaison aux prévisions. Une certaine faiblesse de l'administration fiscale et douanière a été constaté surtout au niveau des ports secondaires. Des fraudes ont été identifiées. La taxe unique sur les produits pétroliers (TUPP) a aussi été incriminée : elle a entraîné une faible performance. La consommation des produits pétroliers a été réduite en 2001. Les recettes fiscales programmées pour 2001 s'élèvent à 3699 milliards de FMG. L'objectif de taux de pression fiscale de 12% n'a pas été atteint.

En 2002, correspondant à un taux de pression fiscale de 7,7%, les recettes fiscales s'élèvent seulement à 2304 milliards soit 20,7% de moins que l'année précédente. L'alimentation de caisse de l'Etat en ce type de ressource a été très ralentie en début d'année mais un rattrapage s'est opéré en second semestre. La grève des fonctionnaires ainsi que le ralentissement de l'activité économique, de l'emploi et des importations ont fortement marqué ces recettes. Le Port de Toamasina représente 67% des recettes douanières, les barrages pendant la crise ont entraîné un manque à gagner dans les caisses de l'Etat. Les dons n'ont atteint que 32,7% des prévisions en 2002.

Par rapport aux prévisions, les recettes fiscales totales de 2003 ont été réalisées à presque 97%. En termes réelles, elles ont augmenté de 29,5% de 2002 à 2003. Pour les recettes fiscales intérieures, les réalisations se situent à un peu moins de 90% des prévisions. Leur croissance en terme réel est de 27,6%. Quant aux réalisations en recettes douanières, elles ont dépassé de 5,8% les prévisions en 2003. La contribution de la fiscalité douanière au PIB a augmenté de 45,6% en 2003 par rapport à l'année précédente.

¹ Rapport économique et financier 2003, 2003-2004

Compte tenu de la hausse du variation du taux d'inflation et du taux de change, le taux de pression fiscale au début de l'année 2004 est de 11,2%.¹

Par rapport aux réalisations de 2004, les recettes publiques totales en 2005 n'ont progressé que très faiblement compte tenu de la forte baisse des dons courants obtenus. Les dons sont chiffrés à 141,0 milliards d'ariary. Néanmoins, les recettes budgétaires ont évolué favorablement en augmentant de 12,3%, reflétant la progression des recettes fiscales de 15,0% suite aux mesures prises pour améliorer l'efficacité dans le recouvrement.

L'objectif de la loi des finances 2005 de 11,8% n'a pas été atteint à cause surtout de l'insuffisance des recettes sur le commerce extérieur liée à la baisse du volume des biens d'équipements importés.

Quant aux dépenses de l'Etat, en 2001, ces dépenses s'élèvent à 3082 milliards de FMG, soit une hausse de 28, 2% par rapport à l'année 2000. Les dépenses prévues ont été exécutées bien que la consommation des crédits n'a pas été en conformité avec les programmes car des dépenses de fonctionnement hors solde affichent un dépassement de 34 milliards de FMG par rapport à la prévision.

Les dépenses en capital budgétisées dans la loi des finances 2001 sont de 2995 milliards, soit 50% de plus que celles de 2000.

En 2002, les dépenses totales ont diminué de 10,5% par rapport à 2001. Les dépenses totales pendant l'année 2003 ont connu une augmentation avec un niveau de 6622,2 milliards de FMG. Elles ont augmenté de 40,6% par rapport à 2002. Les dépenses de solde ont augmenté de 32,4% par rapport à 2002. Cette augmentation est due à la hausse des salaires de la fonction publique, l'octroi des indemnités aux instituteurs et aux agents de la sécurité publique.

Pendant les années 2003 et 2004, les dépenses publiques n'ont cessé d'augmenter tandis que le déficit public a régulièrement décliné. Le déficit est passé de 5,5% du PIB en 2002, à 4,2% en 2003 et 3,4% en 2004.

¹ Cf Annexe VI, X

En 2005¹, le déficit global s'est détérioré par rapport à 2004. Celui-ci a été financé par des allègements de la dette et par le Fonds Monétaire International au titre du dernier programme FRPC, qui permet à la Banque Centrale de reconstituer ses réserves.

1.3.5. Relation entre l'inflation et le déficit budgétaire à Madagascar

Les dépenses publiques qui ne sont pas financées par des recettes fiscales peuvent contribuer à un excès de demande globale et donc créer de l'inflation. Cela risque en particulier d'être le cas si les dépenses publiques sont financées par la création monétaire. L'emprunt public auprès du secteur bancaire, dans la mesure où ils contribuent à une expansion monétaire excessive, a des conséquences inflationnistes.

L'augmentation des dépenses publiques

Le niveau élevée des dépenses de fonctionnement gonfle les dépenses improductives, donc sources de tensions inflationnistes. La poursuite des grands projets d'investissements initiés depuis 2003² dans la construction des bâtiments et des routes gonfle la demande intérieure. Or nous avons déjà vu que l'accroissement de la demande est source d'inflation³. En outre, l'imminence de la retaxation en septembre 2005 a accéléré la demande d'importation, aggravant le solde de la balance de paiement. De plus, le déficit budgétaire encore élevé a accru la demande.

Diminution de la recette de l'Etat

L'allègement des impôts et taxes diminue les recettes de l'Etat et peut être source de déficit. Il accroît les revenus des agents, favorise la demande et d'autre part accroît l'efficacité du travail, d'où la hausse de la productivité. L'accroissement du revenu entraîne donc la hausse du prix, source d'inflation.

¹ Rapport annuel 2005, Banque Centrale de Madagascar p19

² INSTAT, Policy brief, ;novembre 2003

³ Cf, p12

Une politique¹ de détaxation, vise à réduire les prix des biens afin que la demande, notamment en bien d'équipement augmente. Cette politique diminue les recettes de l'Etat et accroît la demande. La relance économique est source de déficit budgétaire et accroît l'inflation. En 2003 les mesures d'allègement fiscaux prises sont : la réduction de 35% à 30,2% du taux de l'IBS et la suppression des taxes douanières sur les intrants et équipements agricoles.

Désenclavement du milieu rural

On doit construire des routes pour faciliter la vente des produits sur le marché. Cette construction, augmente les dépenses de l'Etat d'une part, c'est une politique à long terme mais elle est efficace et nécessaire. La construction permet aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus. Le revenus à son tour leur permet d'acheter des outils pour améliorer la production.

La politique de désenclavement augmente les dépenses de l'Etat. Or, ces dépenses sont récupérables à long terme, et aggrave le déficit budgétaire. Elle est aussi source d'inflation, car la construction augment le revenu des gens donc de leur demande.

L'augmentation des salaires

La hausse des salaire stimule l'inflation et diminue les recettes de l'Etat qui est à l'origine du déficit. L'Etat doit harmoniser l'augmentation des salaires avec la croissance des branches correspondantes pour éviter la hausse des prix et essayer d'augmenter les recettes via le commerce extérieur par exemple. Il doit donc équilibrer ses dépenses avec ses recettes afin de diminuer la tension inflationniste.

En 2003², le gouvernement malgache a améliorer le niveau de vie des fonctionnaires en augmentant les salaires de la fonction publique, en donnant des indemnités aux instituteurs et aux agents publiques. Cette hausse des salaires va se répercuter sur leur demande et augmente les prix des produits sur le marché.

¹ Rapport économique et financier, p11

² Rapport économique et financier 2003-2004

I-4-Conséquence de l'inflation et du déficit budgétaire à Madagascar

L'inflation et le déficit budgétaire freinent la croissance économique et accentue la pauvreté. Nous allons étudier successivement leurs conséquences au niveau des ménages, au niveau de l'épargne et de l'investissement, leurs impact sur le taux de change et enfin l'impact sur le commerce extérieur.

1.4.1. Au niveau des ménages

Les ménages qui ont un faible revenu sont sensible à l'inflation et au déficit qui est source de cette inflation. Leurs pouvoirs d'achats diminuent quand les prix montent. Surtout si la hausse des prix touche les prix des produits de premières nécessités. Cette situation freine l'épargne des ménages et l'amélioration de leur niveau de vie. Une autre réaction des ménages face à l'inflation est l'anticipation des prix, or, ce comportement accentue la hausse des prix.

Nous avons vu précédemment que le déficit financé par la création monétaire entraîne l'inflation. Pour certains économistes, l'inflation n'a pas seulement des effets sur les prix mais influence aussi le comportement de consommation. La hausse des prix des produits alimentaires provoque des modifications des comportements de consommation des ménages. Ces modifications se caractérisent par la substitution entre les produits. Au lieu de manger du riz trois fois par jour, par exemple, les ménages préfèrent manger du pain ou autres produits alimentaires suites aux accroissements incessants du prix du riz.

D'ailleurs, les vendeurs changent de comportement. Pendant une période inflationniste ils essaient de garder leurs prix inchangés mais ils diminuent la quantité correspondante d'où il y a une modification au niveau de la qualité. Prenons l'exemple des frais du bus, si les transporteurs n'augmentent leur prix, en revanche, ils effectuent des surcharges pour éviter la perte, il y a donc baisse de la qualité de service.

1.4.2. Impact sur la croissance à Madagascar

La politique de relance¹ par la politique budgétaire et les performances de l'économie à long terme dépend de plusieurs facteurs. Elle dépend de l'accroissement du stock de capital productif et sur la valorisation des ressources humaines, des mesures de réformes structurelle propre à susciter l'adaptation de l'offre du secteur privé. Pour les pays en voie de développement, le déficit budgétaire peut être en partie du à une faible croissance économique.

Entre 1997 et 2001, le déficit budgétaire et l'inflation ont permis une croissance du PIB dont la valeur maximale est de 6,7% en 2001. Mais en 2002, un taux élevé du déficit et de l'inflation engendre une croissance économique négative.

On peut dire que l'inflation et le déficit entre 1997 et 2001 était un peu favorable à la croissance économique mais entre 1995 et 1996, l'inflation était forte, de plus le déficit a augmenté, ces deux situations ont freiné la croissance économique.

En bref, l'inflation et le déficit budgétaire ont des effets sur la croissance économique. Avec des taux modérés, elles peuvent améliorer la croissance. Mais un tel déficit et une forte inflation, ensemble freinent la croissance et provoque même une valeur négative comme le tableau suivant le montre.

Tableau 2: Evolution de l'inflation, du déficit global, et de la croissance économique

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Déflateur du PIB	45,1	17,8	7, 3	8,5	9,7	7,1	7,4	15,4
Déficit global	-212,8	-217,5	-428,5	-648,8	-624,6	-625,6	- 1203,5	- 1726,5
Taux de croissance économique	1,7	2,1	3,7	3,9	4,7	4,8	6,7	-12,7

Source :BCM,Bulletin d'information et de statistique, supplément annexe 2002

¹ FMI,Question de politique budgétaire dans les pays en voie de développement p78

1.4.3. Au niveau de l'épargne et de l'investissement

La forte inflation de 2002 a provoqué une chute de l'épargne.

En 1997, la maîtrise de l'inflation a provoqué une baisse du niveau de l'épargne réelle. C'est que les agents préfèrent dépenser beaucoup en période de stabilité des prix d'où la hausse du prix de la consommation globale au prix constant.

Quant au déficit budgétaire, le financement des dépenses publiques par l'emprunt plutôt que par l'augmentation des impôts entraîne une hausse de la consommation à court terme. Les agents économiques optent pour la consommation au lieu d'épargner.

En année d'hyperinflation, l'investissement diminue. La forte tension inflationniste a découragé les investisseurs car cette situation peut fausser leurs calculs. La baisse de l'investissement en 1997 est le fait de la contradiction de l'épargne en même temps car c'est l'épargne qui finance l'investissement. Entre 1999 et 2001, l'inflation a été maîtrisée et l'investissement a augmenté. En 2002, l'épargne et l'investissement diminuent à cause du taux élevé de l'inflation.

Tableau 3: Evolution de l'inflation, de l'épargne et de l'investissement

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Inflation	45,1	17,8	7,3	8,5	9,7	7,1	7,4	15,4
Epargne réelle	9,0	85,9	-43,7	32,6	70,2	30,7	32,4	-45
Investissement	1,5	-12,5	-0,0	15	10,9	14,7	22, 5	-100
Déficit global	-212,8	-217,5	-428,5	-648,6	-624,6	-625,6	- 1203,5	- 1726,5

Source :BCM,INSTAT,

De 1995 à1996, la hausse générale des prix a des effets négatifs sur l'investissement à Madagascar. Cette situation a découragé les investisseurs à utiliser leurs argents au pays. En 1997, on constate une augmentation du déficit

malgré la maîtrise du taux d'inflation. A la même année, le taux d'investissement est de – 0,0 c'est que le déficit bloque l'investissement.

En 2002, suite à l'inflation et un taux élevé du déficit budgétaire, l'économie de Madagascar est marquée par des taux négatifs de l'épargne et de l'investissement. En effet, la rupture de stock en carburant qui est un produit stratégique a accentué l'inflation et freiné l'investissement, surtout dans capitale.

1.4.4. Impact sur le taux de change

Le déficit et l'inflation provoquent une dépréciation de la monnaie nationale par la baisse de son pouvoir d'achat. Or les agents économiques ne préfèrent pas détenir une monnaie dépréciée et il y aura donc une forte croissance de demande de devises sur le MID. Les devises considérées comme monnaies fortes sont renchériss d'où une appréciation de la monnaie étrangère. Par conséquent, le taux de change va augmenter.

La fuite de capitaux devant une forte inflation entraîne aussi le même effet sur le taux de change car elle réduit la quantité de devise disponible sur le MID.

1.4.5. Impact sur le commerce extérieur¹

En 1995, suite à l'inflation de 1994, la balance globale est déficitaire de – 188,3 DTS de même aussi pour la balance globale, déficitaire, et sa valeur est de –82,2 contre –68,6 millions de DTS en 1994.

Les années de maîtrise de l'inflation (1997 à 2001) ont entraîné une réduction petit à petit du déficit de la balance commerciale jusqu'à la réalisation d'un excédent de 9,9 millions de DTS EN 2001. Par contre la forte inflation en 2002 a provoqué un grand déficit de notre balance commerciale car son effet sur le taux de change est moindre, en plus il y avait la fermeture des entreprises exportatrices pendant la crise.²

¹ BCM, bulletin d'information et de statistiques, supplément annuel 2002,p42

² Cf Annexe p .XII

CONCLUSION GENERALE

La considération théorique de l'inflation nous a montré que ce phénomène peut être déclenché par plusieurs causes et à un certain moment, il s'auto entretient grâce à l'interaction qui existe entre ces causes et le comportement des agents. Parmi ces agents, l'Etat a une grande part de responsabilité comme la mise en place de la politique de « stop and go » entraînant la spirale inflationniste ainsi que la recherche du plein-emploi accompagnée d'un déficit budgétaire et du recours à la création monétaire.

Même si l'inflation et le déficit budgétaire présentent quelques avantages comme la hausse des profits des producteurs et l'allègement des dettes pour les emprunteurs par l'effet de levier, ses effets sont encore plus mauvais sur l'économie nationale ainsi que sur la balance des paiements.

L'inflation et le déficit budgétaire à Madagascar sont un phénomène multifactoriel mais le plus grand facteur est l'incapacité de produire plus dans des branches surtout la branche agriculture alors que notre économie est basée sur cette branche et 80% de la population sont des agriculteurs d'où les deux années d'hyperinflation ont été accompagnées d'une chute du PIB et de l'aggravation de la pauvreté. Les calculs économétriques ont montré que durant notre intervalle d'étude, l'inflation à Madagascar agissait comme un facteur bloquant de la croissance économique.

La politique monétaire à Madagascar entre 1995 et 2005 a été efficace et elle a contribué à la baisse du taux d'inflation mais au niveau des moyens non monétaires, les interventions sont encore insuffisantes. Devant ce problème ainsi que dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'Etat malgache a décidé de renforcer les interventions non monétaires en augmentant l'offre globale à l'aide des différents allègements fiscaux.

L'année 2003 a enregistré une baisse du niveau général des prix par rapport à 2002 à cause du retour à la vie normale ainsi que des effets des mesures déjà prises pour augmenter l'offre afin d'accélérer la reprise économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. JO., Hairault, Analyse macro économique Tome 1 et 2 ; La Découverte ; Paris ; 2000 ; p. 35ff.
2. SO, Fisher et al ; Politique de Finance Publique ; « The world Bank Research Observer » ; 1990 ; p. 127ff.
3. M., Montousée; 100 fiches pour comprendre les sciences économiques, Breal; Rome ; p. 24ff, 62f, 217f.
4. C., Bialès et al, Dictionnaire d'Economie et des faits économiques et sociaux contemporains ; La dicothèque Foucher, Paris ; 1999 ; p. 162f.
5. Finances Publiques ; Cours du 2^e année Economie.
6. M., Montoussé, Théorie économique ; Breal ; Rosny ; 1999 ; p. 9ff, 56, 57, 80f, 99ff.
7. J., Stiglitz, Principe d'Economie moderne ; Paris ; 2000.
8. J., Marchal et al, La répartition du revenu national ;Genin ; Paris ; 1959.
9. P., Darreau et C., Pondaven, Problèmes économiques et sociaux contemporains ; CUJAS ; 1998 ; p. 123ff.
- 10.JP. ; Lorriaux, Macroéconomie ; Economica ; Paris ; 1993 ; p. 161ff, 261ff.
- 11.D., Zérah, L'Economie par les textes ; Bréal ; Rosny ; 1993 ; p. 107ff, 269ff.
- 12.G.N., Mankiw ; Macroéconomie ; Boeck Université S.A ; Paris ; 2001 ; p. 183ff, 471ff.
- 13.F., Lebaron ; Le savant, la politique et la Mondialisation ;2003
- 14.JF., Renaud et E., Tabourin ; Les grands fonctions économiques ; Ellipses/ marketing, 1998
- 15.Présidence de la République M.A.P : Plan d'Action Madagascar, Antananarivo ;2006
- 16.MEFB ;Rapport économique et financier ;Antananarivo, 2003-2004.
- 17.BCM ;Rapport annuel ;Antananarivo, 2002-2004-2005
- 18.Economie de Madagascar : www.mefb.gov.mg

19. Gatién, Horace ; Cours de politique Economique ; Université de Toamasina ; 4^e Année 2002.
20. BCM, Service des études ; contribution à l'analyse des formations des prix à Madagascar.
21. R. Herinjatovo ; Cours de développement et Croissance 3^e Année ; Université d'Antananarivo ; 2004.
22. P. Andrianomanana ; Cours de politique économique ; Université d'Antananarivo ; 2004.
23. OCDE ; Financement du déficit budgétaire et contrôle monétaire ; Paris ; 1982 ; p 9-43
24. FMI ; Conférence sur la macroéconomie ; (J. Scarlata et Q. Hussain) Aspect de la politique des dépenses ; Washington, DC ; 2001 ; P1-22
25. FMI ; Question de politique budgétaire dans les pays en développement, Washington, DC ; 1996 ; 44-114.
26. FMI, Conférence sur la macroéconomie ; A. Dayal-Gulati et C. Sisson ; Washington, DC ; 2001 ; P4-22
27. A. Fozzard et al. ; Dépenses publiques ; Washington, DC ; 2002 ; P1-22
28. FMI ; Série des études économiques et financières ; Haut et bas de l'inflation ; Washington, DC ,1996 ; p107f
29. FMI ; S. Fischer et W. Easterly, Questions de politique budgétaire, 1990 , p127f.
30. INSTAT ; EPM ; 2002, 2005-2006
31. INSTAT, Policy brief ; Novembre 2003.

ANNEXES

ANNEXE 1 :

a) L'IPC peut être utilisé pour évaluer l'indice du coût de la vie, il est donné par le rapport suivant :

$$IC (P^1, P^0, U^r) = \frac{C(U^r, P^1)}{C(U^r, P^0)}$$

- Le niveau de vie d'un agent est représenté par son niveau d'utilité U^r .
- $C (U^r, P)$ fonction de dépense.
- $C (U^r, P^1)$ et $C (U^r, P^0)$ représente respectivement la dépense à la période courante et la dépense à la période de base.

ANNEXE 2 :

1. Le niveau général des prix P apprécié à la date t_1 selon la méthode de LASPEYRES est égal à :

$$P_{\text{Laspeyres}} (t_1) = \frac{\sum P_i (t_1) \cdot Q_i (t_0)}{\sum P_i (t_0) \cdot Q_i (t_0)}$$

où $Q_i (t_0)$ est la quantité consommée ou produite de bien i à la date t_0 , $P_i (t_0)$ et $P_i (t_1)$ les prix de ce bien aux dates t_0 et t_1 .

- $\sum P_i (t_0) Q_i (t_0) = P_1 (t_0) Q_1 (t_0) + \dots + P_n (t_0) Q_n (t_0)$ est la dépense globale effective engagée par un consommateur à la date t_0 pour l'acquisition d'un panier $(Q_1 (t_0) \dots Q_n (t_0))$ représentatif des habitudes de consommation.
- $\sum P_i (t_1) Q_i (t_0) = P_1 (t_1) Q_1 (t_0) + \dots + P_n (t_1) Q_n (t_0)$ est la dépense fictive à laquelle on devrait consentir à la date t_1 pour acquérir le même panier qu'à la date t_0 compte tenu de la modification des prix des différents biens.

Le niveau général des prix P mesuré à la date t_1 par la méthode de Paasche est défini comme :

$$P_{\text{Paasche}} (t_1) = \frac{\sum P_i (t_1) \cdot Q_i (t_1)}{\sum P_i (t_0) \cdot Q_i (t_1)}$$

où $\sum P_i(t_1) Q_i(t_1)$ est la dépense effective engagée à la date t_1 pour l'acquisition d'un panier représentatif des habitudes de consommation à cette date.

$\sum P_i(t_0) Q_i(t_1)$ est la dépense associée à l'acquisition de ce même panier mais au système de prix en vigueur à la date t_0 .

Source :P. Darreau et ,Pondaven, 1999,p169.

ANNEXE 3 :

$$IPC = 100 \times \sum a_i \frac{P^i(t)}{P^i(t_0)}$$

Où : i variant de 1 à n

$P^i(t)$: est le prix de l'article i à la période courante t

$P_i(t_0)$ est le prix de l'article i à la période de base t_0

A_i est la pondération relative à l'article i dans l'IPC

$$A_i = \frac{P^i(t_0) Q^i(t_0)}{\sum P^j(t_0) Q^j(t_0)}$$

où j variant de 1 à n, $Q^i(t_0)$ est la quantité du bien i entrant dans le panier de consommation fixée à la période de base t_0 .

Jusqu'en 1999, l'INSTAT a publié deux types d'IPC :

- IPC des ménages modernes où la composition du panier de consommation se réfère à celui des ménages étrangers (européens) 204 articles.
- IPC des ménages traditionnels qui se réfère à celui des ménages malgaches de toutes tailles et de toutes catégories socioprofessionnelles 130 articles.

A nos jours, on utilise les nouveaux IPC (base 100 : moyenne janvier 2000 à Décembre 2000) classées selon l'origine des produits, selon le secteur de production et selon la fonction des produits.

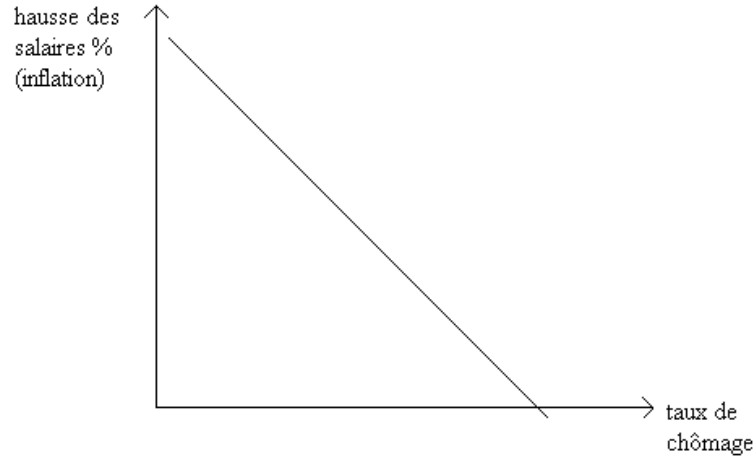
Source : BCM, Service des études, p. 4, 2000

ANNEXE 4

Les figures 1 et 2 représentent les courbes de demande globale (DG), d'offre globale à long terme (OGLT), d'offre globale à court terme (OGCT).

Figure 1 : l'équilibre initial se situe sur la partie horizontale de la courbe d'offre globale à court terme (OGCT), si bien qu'un déplacement vers la droite de la courbe de demande globale entraîne une hausse de la production mais sans pressions à la hausse sur les prix.

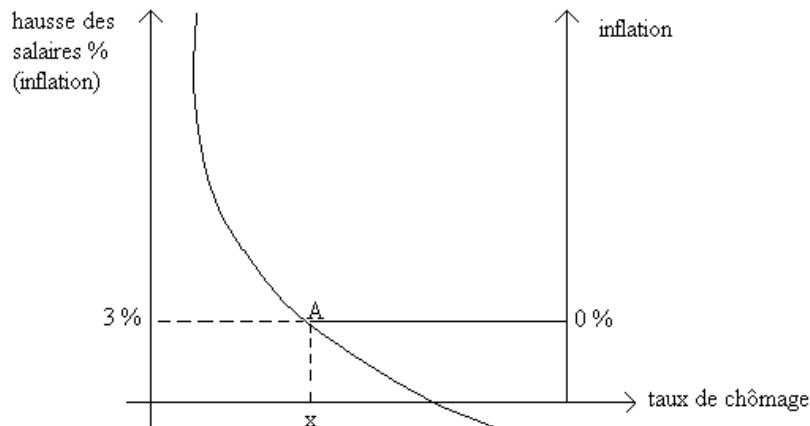
Figure2 : l'équilibre initial se situe sur la partie verticale de la courbe d'offre globale, si bien qu'un déplacement vers la droite de la courbe de demande globale n'entraîne pas d'augmentation de la production mais de fortes pressions inflationnistes.

ANNEXE 5**A. Chômage et inflation****a) Courbe de Phillips****Explication :**

Le taux de chômage est élevé quand l'offre de travail est supérieure à la demande de travail; à cette situation, on rencontre une diminution du salaire.

Quand le salaire est peu élevé, l'inflation est faible.

Quand l'offre de travail est inférieure à la demande de travail, le salaire augmente, de même aussi pour les prix des produits sur le marché.

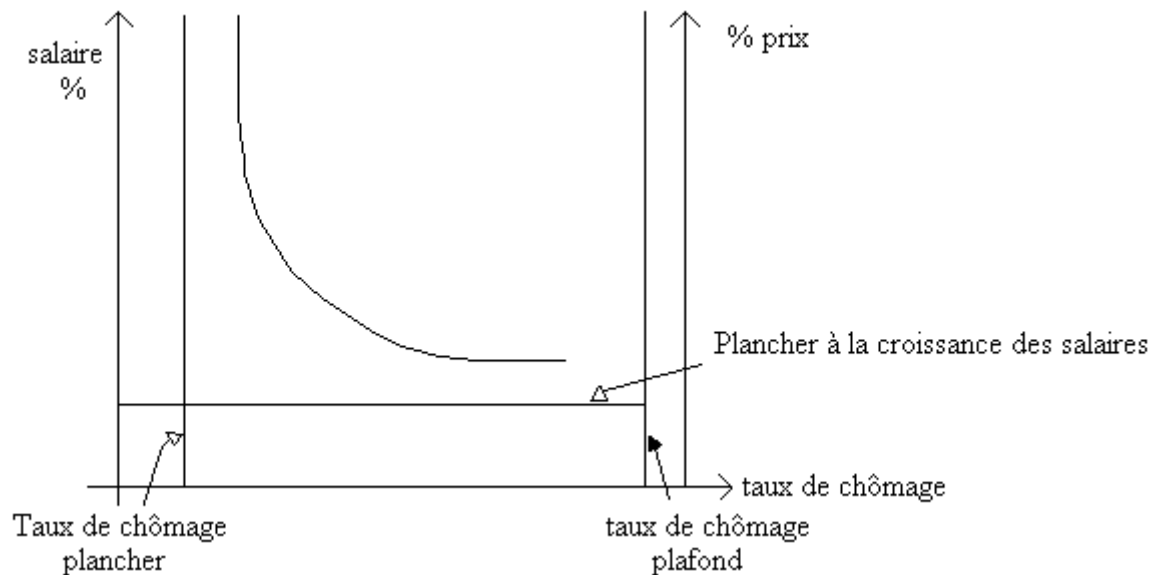
b) Modèle de Solow Samuelson : courbe de Phillips améliorée**Explication :**

Ici, on tient compte de la hausse de la productivité : quand le salaire augmente, la productivité augmente aussi et il n'y a pas d'inflation.

Le point A correspond à un point où le taux d'inflation est nul. C'est-à-dire, un taux de salaire de 3 % par an n'implique pas une inflation si la productivité augmente au même rythme que le salaire.

B. Chômage frictionnel

Chômage lié au temps moyen normalement nécessaire pour passer d'un emploi à un autre. Ce type de chômage résulte bien davantage d'une insuffisante ou excessive mobilité de la main d'œuvre que d'une inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi.



Il y a des effets de rigidité à la baisse du taux de croissance des salaires. L'augmentation de la puissance syndicale permet aux salariés de refuser une diminution de ce taux même en présence d'un chômage important. D'où la conjoncture de sous-emploi ne détermine plus une baisse du taux de croissance des salaires. La relation de Phillips est donc déstabilisée par ces trois pressions qui s'exercent sur elle.

ANNEXE 6

Décider du moment et de la forme d'intervention des gouvernements : un cadre simplifié.

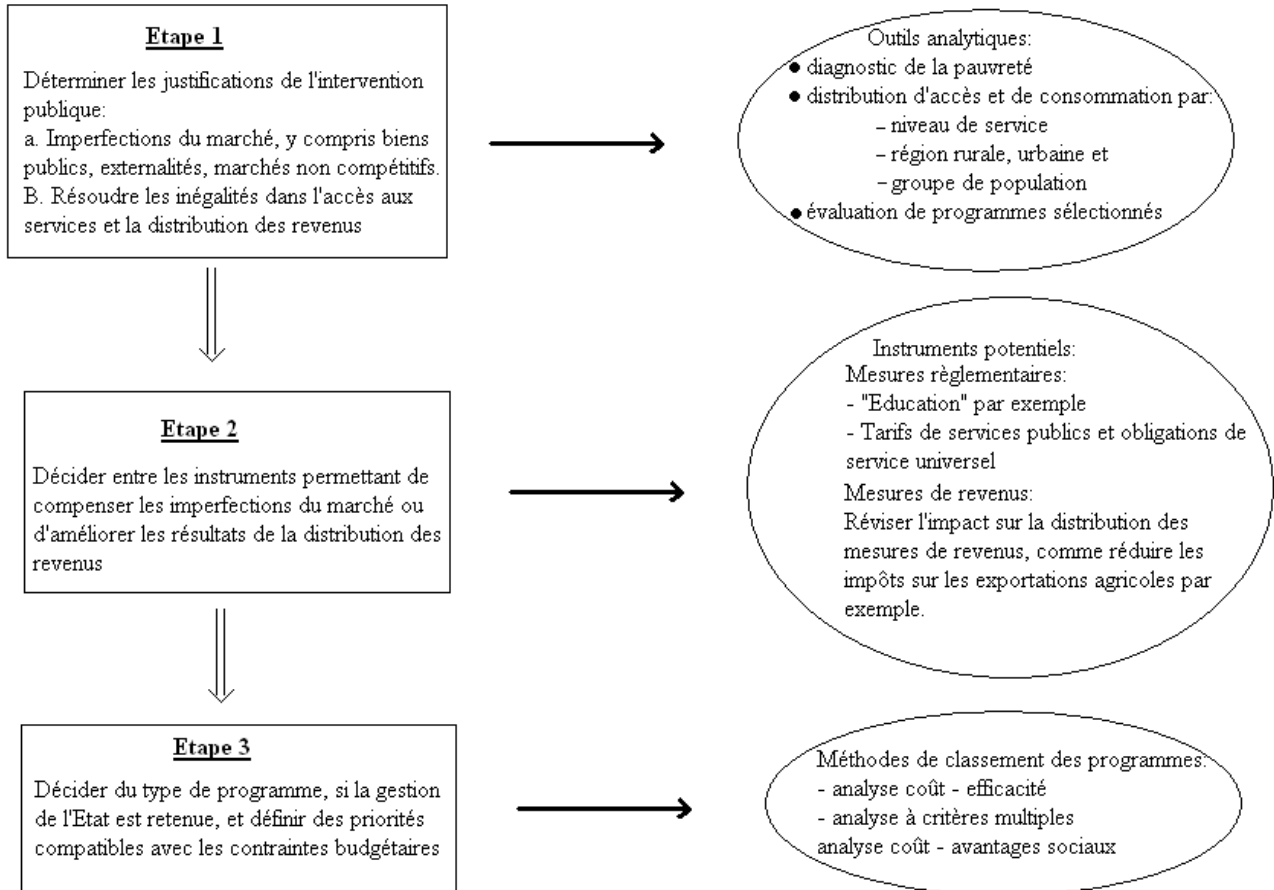


Tableau 4: Indicateurs des opérations financières du gouvernement central

	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes totales et dons	15,3	14,0	10,2	15,4	19,8
Dont recettes fiscales	11,3	9,7	7,7	10,0	11,2
Dons	3,6	3,9	2,2	5,1	7,9
Dépenses totales	15,9	17,6	15,7	19,5	23,1
Solde global(base engagement)	-2,8	-4,3	-5,5	-4,2	-3,4
Solde global (base caisse)	-3,3	-4,4	-6,2	-4,8	-4,3
Financement	3,3	4,4	6,2	4,8	4,3
Extérieur	2,7	2,1	3,6	2,8	5,1
Intérieur	0,5	1,9	2,4	1,8	-1,1

Source : Rapport économique et financier 2003-2004 p11

Tableau 5: Dépenses de l'Etat 2001-2004, en milliards de FMG

	2000	2001	2002	2003	2004 prov
Dépenses totales	4168,6	5262,6	4709,5	6622,2	9130,4
Dépenses courantes	2402,5	3081,7	3109 ,3	3858, 3	4577,2
Dépenses budgétaires	2416,5	3001,0	2781,1	3758,2	4410,9
Personnel	1042,4	1337,6	1380,0	1827,1	1931,3
Fonctionnement	671,8	1071,5	741,7	1180,7	1227,1
Autres opérations de trésorerie	56,5	54,3	202,0	60,4	160,5
Dépenses exceptionnelles	40,6	25,0	122,2	35,5	0,0
Dépenses de fonctionnement	2,0	1,4	3,9	4,3	5,8
Dépenses en capital	1766,1	2180,9	1445,8	2657,4	4553,2

En 2002, la situation des Finances Publiques s'est détériorée, suite à la crise et au blocage des activités. A fin décembre 2002, les recettes et les dépenses publiques ont été réalisées respectivement à 51,5% et 62,3 % des prévisions de la loi de finances initiale. Comparé au PIB , le déficit des

Opérations Globales du Trésor, base cash, est passé à 5,7 % , contre 4,0 % en 2001 et 2,8% en 2002.

L'objectif fixé dans la loi de Finance 2004 a été de 4,3% du PIB, mais Compte tenu de l'importance des dépenses par rapport aux recettes, le déficit des opérations globales du trésor s'est détérioré de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2003 .Et ceci malgré le volume des flux d' aide extérieures ainsi que les mesures visant à réduire les dépenses et à améliorer les recettes .

ANNEXE 7

Le tableau suivant nous montre l'évolution du taux d'inflation à Madagascar de 1995 à 2003 :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Inflation %	45,1	17,8	7,3	8,4	9,8	7,1	7,3	15,2	3,1
Croissance %	1,7	2,1	3,7	3,9	4,7	4,7	6	-12,7	9,6
PIB/tête Fmg	147,2	146,3	147,6	149,2	151,9	154,8	159,8	153,6	144,6
PIB au prix de marché	1931,3	1972,8	2045,6	2125,8	2225,7	2331,1	2470,7	2158	2365,3

Tableau 6 : Evolution du taux d'inflation à Madagascar

Source : INSTAT, journée africaine de la Statistique 2003, page 15.

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Déflateur du PIB	45,1	17,8	7,3	8,5	9,7	7,1	7,4	15,4

Tableau 7: Le tableau suivant montre le déflateur du PIB à Madagascar :

Source : BCM, bulletin d'information et de statistique 2002.

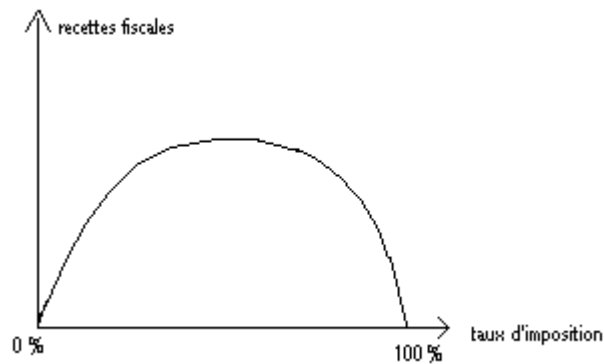
La valeur minimale de la variation du déflateur du PIB à Madagascar durant ces années est de 7,1% qui correspond au déflateur de l'année 2000 et la plus forte inflation était en 1995 où sa valeur a atteint 45,1%. Mais après avoir atteint le pic en 1995, l'inflation a décéléré progressivement jusqu'en 1997.

On constate une légère augmentation du déflateur du PIB en 1998 et 1999 et une nouvelle décélération s'est manifestée en 2000 dont sa valeur est estimée à 7,1% qui est la valeur minimale. En 2001, le déflateur du PIB est de 7,4% , et au moment de la crise 2002, il a atteint 15,4% en terme de variation annuelle.

ANNEXE 8

Courbe de LAFFER :

“Trop d’impôt tue impôt. » L’accroissement du taux d’imposition peut, passé un certain seuil, provoquer une baisse des recettes fiscales. Laffer stipule que : « En fait, il existe une structure du taux d’imposition qui maximise les recettes de l’Etat. » Cette théorie est illustrée par la courbe de Laffer, qui montre qu’à partir d’un certain seuil d’imposition, les recettes de l’Etat diminuent. Que le taux d’imposition soit de 0 % ou de 100 %, le résultat est le même : les recettes sont nulles.



Source :M. Montoussé,1999, p60

Tableau 8 : Madagascar : Structure du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 Prév	2004 Prév
Secteur Primaire	30,5	29,6	29,2	28,1	27,2	27,4	25,7	29,8	26,8	26,2
Agriculture	19,1	16,6	16,2	15,4	14,9	14,0	13,7	16,6	15,4	14,9
Elevage et pêche	7,5	8,4	8,0	7,9	7,5	8,3	7,3	8,8	7,6	7,5
Sylviculture	3,9	4,7	5,0	4,8	4,8	5,1	4,8	4,5	3,8	3,8
Secteur Secondaire	12,7	12,6	12,4	12,5	12,5	13,6	13,5	13,6	14,1	14,5
Secteur Secondaire hors ZFI	11,8	11,1	10,6	10,7	10,5	10,6	10,6	9,8	9,5	9,6
Agro-indus.	0,9	0,9	0,8	0,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Indus. Extra.	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Energie	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,2	1,0	1,0
Indus. Alimen	2,5	2,3	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
Indus. Boissons	2,1	2,1	2,2	2,4	2,6	2,4	2,4	2,1	2,0	2,1
Indus. Tabac	0,4	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
I. Corps gras	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Pharmacie	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Indus. Textile	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
I. Cuir	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
I. Bois	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Mat. Const.	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
I. Metallique	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8
Mat. Transport	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Appareil Elect	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
I. papier	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Zone Franche Industrielles (ZFI)	0,9	1,5	1,8	1,8	2,0	3,0	2,8	3,8	4,6	4,9
Secteur Tertiaire	51,1	52,1	52,0	52,5	52,3	50,5	53,8	51,3	51,5	50,9
B.T.P	1,3	1,4	1,3	1,5	1,5	1,6	1,8	1,8	1,9	2,1
Transports de marchandises	11,0	10,6	11,3	11,4	10,8	10,0	10,7	10,1	9,6	9,7
Transports de voyageurs	3,6	3,4	3,3	3,3	3,3	3,2	3,0	2,1	2,0	2,0
Auxi. Transport	3,6	3,4	3,4	3,3	3,1	3,1	3,1	3,0	2,8	2,8
Telecommunications	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
Commerce	10,1	12,9	12,4	11,7	11,2	10,5	11,2	11,8	11,5	11,5
Banque	1,1	1,3	0,9	1,0	1,1	0,9	0,7	0,5	0,6	0,6
Assurance	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Services rend. Entrep. & ménages	15,5	14,3	13,8	14,3	14,8	14,6	16,6	15,3	15,6	15,0
Administration	4,3	4,2	4,9	5,2	5,4	5,5	5,8	5,5	6,3	6,1
Charges non imputées	-1,4	-1,2	-1,2	-1,2	-1,3	-1,0	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7
PIB c.f. aux prix de 1984	92,9	93,1	92,5	91,9	90,7	90,5	92,3	94,1	91,7	90,9
Taxes indirectes	7,1	6,9	7,5	8,1	9,3	9,5	7,7	5,9	8,3	9,1
PIB aux prix de 1984	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Consommation	96,1	92,9	95,3	92,8	93,1	92,3	84,7	92,3	91,9	89,1
Gouvernement	6,2	5,8	7,8	7,8	7,2	6,8	8,3	8,2	9,6	9,1
Privée	89,9	87,1	87,5	84,9	85,9	85,5	76,4	84,1	82,3	80,1
Investissement brut	11,3	12,2	12,8	15,1	14,9	15,0	18,5	14,3	16,0	19,4
Investissement intérieur	11,3	12,2	12,8	15,1	14,9	15,0	18,5	14,3	16,0	19,4
Public	6,3	7,3	6,5	8,2	6,9	6,7	7,3	4,8	5,8	8,2
Privé	4,9	5,0	6,3	6,9	8,0	8,3	11,2	9,5	10,2	11,2
Exportations nettes de bsnf (Gap de ressc)	-7,3	-5,2	-8,2	-7,8	-8,0	-7,3	-3,2	-6,6	-7,9	-8,5
Exportations de bsnf	31,4	25,3	30,0	29,3	32,4	38,0	32,3	22,6	28,4	29,8
Marchandises (f.o.b.)	19,9	16,1	19,3	18,0	20,1	24,1	21,0	13,6	18,4	19,8
Services nonfacteurs	11,5	9,2	10,7	11,3	12,2	13,9	11,3	9,0	10,0	10,0
Importations de bsnf	24,1	20,1	21,8	21,4	24,4	30,7	29,1	16,0	20,5	21,3
Marchandises (f.o.b.)	16,6	13,1	14,3	13,9	15,6	21,4	21,3	11,0	14,5	14,5
Services nonfacteurs	7,5	7,1	7,5	7,6	8,8	9,2	7,8	5,1	6,0	6,8
Epargne intérieure brute	3,9	7,1	4,7	7,2	6,9	7,7	15,3	7,7	8,1	10,9
Gouvernement	2,3	2,8	1,9	2,4	4,2	4,9	1,8	-0,2	0,7	2,8
Privée	1,6	4,2	2,8	4,9	2,7	2,9	13,5	7,9	7,4	8,0
Comptes courants extérieurs (hors dons)	-10,2	-6,9	-7,9	-8,0	-6,6	-6,5	-2,0	-6,1	-7,5	-7,6
(y compris dons)	-9,7	-6,0	-5,6	-7,5	-5,6	-5,6	-1,3	-5,9	-4,9	-5,4
Epargne nationale brute	1,6	6,2	7,2	7,6	9,3	9,4	17,2	8,3	11,1	13,9
Gouvernement	-2,6	-1,1	0,9	-1,2	1,3	1,0	0,5	-2,0	0,3	2,5
Privée	4,1	7,3	6,3	8,8	8,0	8,4	16,7	10,3	10,8	11,5
ICOR	0,3	0,7	1,3	1,3	1,1	1,4	1,5	21,6	1,4	1,9

Tableau 9 : Opérations Globales du Gouvernement Central en pourcentage du PIB 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
				Prov.	Prév.
Recettes totales et dons	14,8	20,3	16,7	58,8	16,5
Recettes totales	10,3	12,0	10,9	11,4	11,4
Recettes budgétaires	10,3	12,0	10,9	11,4	11,4
Dont: Recettes fiscales	10,0	10,9	10,1	10,7	11,2
Dons	4,5	8,2			
Dons courants	2,0	3,9	5,7	47,4	5,1
dont IPPTE	0,6	0,8	1,4	1,6	1,1
Dons en capital (projets)	2,6	4,3	4,3	45,8	4,0
Dépenses totales	19,0	25,1	7,5	8,3	20,7
Dépenses courantes	10,8	12,5	21,2	21,5	10,4
Dépenses budgétaires (yc IPPTE)	10,5	10,9	11,0	10,5	10,3
Dont: Personnel (yc I-PPTE)	5,4	4,9	10,1	10,4	5,3
Décentralisation et sécurité	0,0	0,0	4,5	5,1	0,0
Fonctionnement (yc IPPTE)	3,5	3,0	3,0	3,2	3,3
Interets dette extérieure dus	0,3	1,4	1,0	0,4	0,2
Interets dette intérieure dus	1,3	1,5	1,7	1,7	1,5
Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)	0,2	1,6	0,8	0,1	0,1
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital (yc IPPTE)	7,8	12,5	10,3	11,0	10,3
Ressources intérieures	2,5	2,6	3,0	2,4	2,6
Ressources extérieures (yc IPPTE)	5,3	9,9	7,3	8,5	7,8
Prêts rétrocédés	0,3	0,0			0,0
Solde global (base engagement)					
Solde global y.c. dons	-4,2	-4,8	-4,6	37,3	-4,2
Solde global hors dons	-8,7	-13,0	-10,3	-10,1	-9,3
Coûts nets des Reformes structurelles	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Variations arriérés intérieurs	-0,7	-0,8	-4,3	-0,5	-0,2
Solde global (base caisse)	-4,9	-5,7	4,3	36,8	-4,4
Financement	4,9	5,7	4,3	-36,8	4,4
Extérieur (net)	3,0	6,4	3,8	-34,0	4,9
Prêts	3,7	7,1	4,5	5,9	4,7
Projet	2,7	5,3	-1,8	-40,4	-0,5
Budget	0,9	1,8	0,0	0,0	0,0
Amortissements dus	-0,6	-2,3	1,1	0,4	0,0
Variations des arriérés extérieurs	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel (allègement dette)	1,2	1,6	0,0	0,0	0,8
Intérieur (net)	1,8	-1,3	0,5	-2,7	-0,5
Bancaire	0,1	-2,6	-1,1	-3,3	0,1
Non bancaire	1,2	1,3	1,2	0,6	-0,6
Recettes du Fonds de Privatisation	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0

Source: Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / DGE

RAHOLIHARINDRANTO Zo Lahatra Naela Tianarisoa
Betongolo Lot IIR 191 Ter
101 Antananarivo – Madagascar
Titre: Déficit budgétaire et inflation à Madagascar
Nombre de pages : 64
Nombre de tableaux : 05
Spécialité : Finances

RESUME

La politique budgétaire et monétaire vise à relancer l'économie et à réduire le taux d'inflation. Les autorités monétaires ont maîtrisé l'inflation en 2003 par la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive. Au cours des neuf premiers mois de 2004, l'inflation a de nouveau été très élevée, atteignant 22 pour cent à fin septembre 2004, en raison de la forte hausse des prix du riz et des produits pétroliers. Pour contenir l'inflation, les autorités ont mis en œuvre une politique monétaire et budgétaire rigoureuse qui a permis de stabiliser à 6 pour cent l'inflation. La Banque Centrale a notamment relevé les taux de réserves obligatoires ainsi que ses taux directeurs. En parallèle, le gouvernement a facilité l'importation de produit agricole.

Mots clés : inflation, politique monétaire, politique budgétaire, monnaie, budget, recette, dépense.

Directeur de mémoire : Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina